

# États financiers

## TABLE DES MATIÈRES

Résultats d'exploitation	19	Estimations comptables critiques	29
Bénéfice d'exploitation	20	Environnement	30
Groupe des produits de la viande	21	Information financière trimestrielle	30
Groupe agro-alimentaire	22	Responsabilité de la direction	31
Groupe des produits de boulangerie	22	Rapport des vérificateurs aux actionnaires	31
Acquisitions	23	États financiers consolidés	32
Flux de trésorerie	24	Notes afférentes aux états financiers consolidés	35
Sources de financement et situation de trésorerie	24	Gouvernance d'entreprise et conseil d'administration	53
Instruments dérivés	26	Haute direction et dirigeants	55
Facteurs de risque	27	Renseignements au sujet de la société	56

Le texte qui suit constitue une analyse des résultats d'Aliments Maple Leaf Inc. (« Aliments Maple Leaf » ou la « société ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2004. L'information présentée dans le présent rapport de gestion est à jour au 22 février 2005, à moins d'indication contraire. Le rapport contient des estimations faites par la direction concernant l'incidence d'un certain nombre de facteurs sur le bénéfice d'exploitation de la société par rapport à celui de 2003. Bien que ces estimations reposent sur des hypothèses et des méthodes de calcul sous-jacentes que la direction considère comme étant raisonnables, des hypothèses et méthodes de calcul sous-jacentes autres pourraient donner lieu à des estimations très différentes.

## ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport annuel, y compris le rapport de gestion, contient des énoncés prospectifs, lesquels sont assujettis à des risques et incertitudes inhérents. Par conséquent, les résultats et les événements réels peuvent varier de façon significative des résultats inclus, prévus ou implicites, dans de tels énoncés. Dans l'évaluation des énoncés prospectifs, les lecteurs devraient étudier plus précisément les divers facteurs qui pourraient faire en sorte que des événements réels ou des résultats s'écartent de façon significative des énoncés prospectifs.

# Rapport de gestion

## Résultats d'exploitation

En 2004, les résultats d'exploitation se distinguent par des marchés plus stables après une désorganisation sans précédent en 2003, par des améliorations importantes du rendement opérationnel de tous les groupes et par l'apport au bénéfice de Schneider Corporation (« Aliments Schneider »), acquise au mois d'avril 2004.

Le chiffre d'affaires de l'exercice, qui s'élève à 6,4 milliards de dollars, a augmenté de 26 % par rapport au chiffre d'affaires de 5,0 milliards de dollars réalisé en 2003. L'augmentation du chiffre d'affaires en 2004 est attribuable principalement à l'acquisition d'Aliments Schneider. Si l'on ne tient pas compte d'Aliments Schneider, le chiffre d'affaires a progressé de 5 % en 2004, grâce à une augmentation de 5 % des ventes du Groupe des produits de boulangerie et à une augmentation des ventes de volaille et de viandes préparées réalisées par le Groupe des produits de la viande. Le chiffre d'affaires du Groupe agro-alimentaire est comparable à celui de l'exercice précédent.

Le bénéfice d'exploitation avant les frais de restructuration a augmenté de 68 % et est passé de 152,4 millions de dollars à 256,4 millions de dollars. Il y a quatre raisons principales à cette importante augmentation du bénéfice d'exploitation :

- i) l'augmentation du bénéfice tiré des activités de production de produits de boulangerie frais;
- ii) l'apport d'Aliments Schneider pendant neuf mois;

## Principaux renseignements financiers

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	2004	2003	Variation en %
Chiffre d'affaires	6 365,0 \$	5 041,9 \$	26 %
Bénéfice d'exploitation (avant les frais de restructuration)	256,4	152,4	68 %
Bénéfice net	106,8	35,1	204 %
Total de l'actif	3 021,7	2 148,7	41 %
Dette nette	1 046,3	696,7	50 %
Bénéfice par action			
de base	0,90 \$	0,27 \$	233 %
dilué	0,89 \$	0,27 \$	230 %
Dividendes par action	0,16 \$	0,16 \$	— %

## Incidence des frais de restructuration et autres éléments :

Les comparaisons du bénéfice d'exploitation ne tiennent pas compte des frais de restructuration de 17,7 millions de dollars (11,7 millions de dollars déduction faite des impôts) constatés en 2003. De l'avis de la direction, l'analyse du bénéfice d'exploitation avant les frais de restructuration permet le mieux d'évaluer les résultats d'exploitation puisque les frais de restructuration ne sont pas des éléments qui influent sur le bénéfice d'exploitation tiré des activités courantes. Les produits tirés de la vente de contingents de production de volaille et un gain découlant de la liquidation d'un régime de retraite constaté à l'exercice précédent influent également sur les comparaisons du bénéfice.

- iii) une hausse du bénéfice tiré des activités de production de porc grâce à une augmentation de 33 % des prix du porc par rapport à l'exercice précédent; et
- iv) un accroissement des marges brutes dégagées par les activités de transformation de base de la volaille grâce à une augmentation des parts de marché de la volaille fraîche de marque et à une hausse des prix des denrées dans le secteur de la volaille fraîche.

Ces améliorations ont plus que contrebalancé d'autres incidences importantes, notamment une réduction des marges de transformation dans l'industrie du porc et l'appréciation du dollar canadien.

Le bénéfice net de l'exercice 2004 s'est chiffré à 106,8 millions de dollars (0,90 \$ par action), comparativement à 35,1 millions de dollars (0,27 \$ par action) en 2003. Compte non tenu de l'incidence des frais de restructuration en 2003, le bénéfice par action de 0,90 \$ pour 2004 représente une augmentation de 150 % par rapport au bénéfice par action de 0,36 \$ réalisé l'exercice précédent. L'augmentation du bénéfice net s'explique principalement par un bénéfice d'exploitation solide, qui a été compensé en partie par des intérêts débiteurs plus élevés découlant de l'acquisition d'Aliments Schneider. L'acquisition d'Aliments Schneider a entraîné une hausse du bénéfice net, compte tenu des frais de financement et des frais d'intégration initiaux.

**Autres produits (charges) :** Pour l'exercice 2004, les autres produits ont totalisé 2,7 millions de dollars, alors que des charges de 1,4 million de dollars ont été constatées en 2003. Le fait que la société ait inscrit d'autres charges en 2003 mais d'autres produits en 2004 s'explique principalement par une charge non récurrente engagée en 2003 pour la réorganisation du Groupe des produits de boulangerie, par des gains réalisés en 2004 sur la vente d'immobilisations et par une augmentation de la quote-part du bénéfice des sociétés associées pour l'exercice en cours. Le bénéfice des sociétés associées a augmenté grâce à l'apport d'une participation comptabilisée à la valeur de consolidation détenue par Aliments Schneider.

## Rapport de gestion (suite)

**Intérêts débiteurs nets :** Les intérêts débiteurs nets se sont chiffrés à 83,5 millions de dollars en 2004, comparativement à 68,4 millions de dollars en 2003. L'augmentation est presque entièrement attribuable à l'accroissement de la dette contractée pour financer l'acquisition d'Aliments Schneider. Une baisse des taux d'intérêt est venue compenser partiellement cet effet. Le coût d'emprunt réel moyen de la société pour 2004 était de 6,1 %, comparativement à 7,2 % pour l'exercice 2003 (se reporter à la note 9 afférente aux états financiers consolidés). Le taux d'intérêt réel inférieur s'explique par l'existence d'un pourcentage plus élevé d'emprunts à court terme dans la structure du capital de la société durant la quasi-totalité de l'exercice 2004 parce qu'elle a d'abord financé l'acquisition d'Aliments Schneider à l'aide d'un crédit-relais à court terme qui était en cours du 4 avril 2004 jusqu'au 8 décembre 2004. Au mois de décembre 2004, cet emprunt a été remplacé par un emprunt à plus long terme portant intérêt à des taux plus élevés.

**Impôts sur les bénéfices :** La charge d'impôts est passée de 22,9 millions de dollars en 2003 à 58,9 millions de dollars en 2004. L'augmentation est attribuable principalement à une hausse importante du bénéfice qui a été partiellement compensée par une baisse du taux d'imposition effectif. Le taux d'imposition effectif de la société était de 33,5 % en 2004, comparativement à 35,2 % en 2003. Le détail de la variation du taux d'imposition effectif de la société figure à la note 18 afférente aux états financiers consolidés.

**Frais de restructuration :** Au cours de l'exercice 2003, la société a constaté des frais de restructuration de 17,7 millions de dollars (11,7 millions de dollars déduction faite des impôts). De ce montant, une tranche de 7,4 millions de dollars constatée au premier trimestre est liée principalement à la fermeture d'une boulangerie de London, en Ontario, et au transfert de la production de cette boulangerie vers d'autres boulangeries. Au cours du troisième trimestre, la société a inscrit des frais de restructuration de 10,3 millions de dollars liés à la fermeture de trois meuneries dans le Canada atlantique et au transfert de leur production à une nouvelle meunerie située à Moncton, au Nouveau-Brunswick, ainsi que des frais liés à la réorganisation des activités de transformation de la viande dans le Canada atlantique.

Les frais liés aux activités d'intégration initiales découlant de l'acquisition d'Aliments Schneider ont été peu importants en 2004 et ont été pris en compte dans le calcul du bénéfice d'exploitation. Ces frais devraient être plus élevés en 2005. Les frais d'intégration qui ne peuvent être inclus dans le coût d'acquisition de l'entreprise seront imputés aux résultats et indiqués séparément comme des frais de restructuration. La direction prévoit que la société constatera des frais de restructuration au cours du premier trimestre de 2005 relativement à l'intégration d'Aliments Schneider, et à certaines activités de restructuration supplémentaires. La direction estime

que les frais de restructuration s'élèveront à environ 10 millions de dollars avant impôts.

### Bénéfice d'exploitation

L'ensemble des activités du Groupe des produits de la viande et du Groupe agro-alimentaire constituent la chaîne de valeur de protéines animales de la société, c'est-à-dire les activités de production de protéines animales. Ces activités sont étroitement liées entre elles, et leur interaction résulte de la stratégie de gestion de la société, soit la coordination verticale. Aux termes de cette stratégie, même si toutes les entreprises s'efforcent avant tout de répondre aux besoins de la clientèle externe, leurs activités sont coordonnées de sorte à offrir un rendement supérieur au point de recoupement intersectoriel. C'est pourquoi l'analyse des résultats du Groupe des produits de la viande devrait être lue à la lumière de celle des résultats du Groupe agro-alimentaire.

Les activités de la chaîne de valeur de protéines animales de la société ont répondu de façon proactive à la soudaine appréciation du dollar canadien en 2003 qui s'est répétée en 2004. En effet, le dollar canadien s'est apprécié de 24 % par rapport au dollar américain au cours des deux derniers exercices. Lorsque des fluctuations graduelles surviennent, la société parvient à en absorber l'effet à moyen terme en majorant ses prix et en comprimant ses coûts. Cependant, il existe un effet retardateur à court terme lorsque le dollar américain fléchit rapidement. Les produits liés à des dollars américains sont immédiatement réduits, alors que la capacité de la société de modifier des prix ou de réaliser des couvertures naturelles peut retarder le changement de monnaie immédiat. Les principaux effets de ces fluctuations du taux de change se font sentir dans les activités de production porcine de la société, puisque les produits d'exploitation de ce secteur sont directement liés au dollar américain. En 2004, la société a accompli d'importants progrès dans le contrôle de ses coûts de production porcine grâce à l'accroissement de l'efficacité de l'exploitation, à une réduction des coûts des aliments pour porcs et à la renégociation des contrats avec les producteurs pour maintenir sa rentabilité. Des réductions additionnelles des coûts sont prévues au cours du prochain exercice, et la direction prévoit que ses activités de production de porc et le secteur canadien de l'alimentation seront alors dans une position favorable par rapport à la nouvelle valeur du dollar canadien.

Le tableau suivant, qui sert de fondement à l'analyse des résultats d'exploitation de la société contenue dans le présent document, montre les résultats d'exploitation par groupe avant les frais de restructuration, le gain réalisé à la vente de contingents de production de volaille et le gain réalisé à la liquidation d'un régime de retraite.

## BÉNÉFICE D'EXPLOITATION AVANT LES FRAIS DE RESTRUCTURATION

Exercices terminés les 31 décembre

(en millions de dollars canadiens)

	2004	2003	Variation
Groupe des produits de la viande	68,5 \$	14,8 \$	361 %
Groupe agro-alimentaire	93,5	58,1	61 %
<b>Total de la chaîne de valeur de protéines animales</b>	<b>162,0</b>	<b>72,9</b>	<b>122 %</b>
<b>Groupe des produits de boulangerie</b>	<b>89,2</b>	<b>58,2</b>	<b>53 %</b>
Vente de contingents de production (Groupe agro-alimentaire)	251,2	131,1	92 %
Gain tiré de la liquidation d'un régime de retraite (Groupe des produits de la viande)	5,2	11,8	
	—	9,5	
<b>Bénéfice d'exploitation avant les frais de restructuration</b>	<b>256,4 \$</b>	<b>152,4 \$</b>	<b>68 %</b>

Contingent de production de volaille : La société a vendu à l'occasion des contingents de production de volaille à des producteurs lorsqu'il s'avérait avantageux pour les producteurs qu'ils les détiennent et qu'ils concluent avec la société des contrats d'approvisionnement à long terme à la juste valeur portant sur les aliments pour animaux d'élevage et d'autres produits et services.

Liquidation d'un régime de retraite : En 2002, la société a conclu une entente de partage de surplus avec les bénéficiaires d'un régime de retraite à prestations déterminées couvrant des employés à salaire horaire. En rapport avec la liquidation de ce régime, la société a inscrit un gain avant impôts totalisant 9,5 millions de dollars (6,2 millions de dollars après impôts) en 2003. Ce gain a été pris en compte dans les résultats du Groupe des produits de la viande. La société a touché un montant en espèces de 27,3 millions de dollars en 2003 à titre de surplus par suite de la réalisation de la quasi-totalité des mesures de liquidation du régime.

### GRUPE DES PRODUITS DE LA VIANDE

*Produits de viande préparés de marque à valeur ajoutée; produits de porc de marque frais et congelés à valeur ajoutée; produits de volaille et de dinde de marque frais et congelés à valeur ajoutée; commercialisation, distribution et commerce des aliments à l'échelle internationale.*

Le chiffre d'affaires du Groupe des produits de la viande est passé de 2,9 milliards de dollars pour l'exercice précédent à 4,1 milliards de dollars pour l'exercice 2004. La hausse du chiffre d'affaires en 2004 est attribuable principalement à l'apport d'Aliments Schneider et à l'augmentation du chiffre d'affaires tiré des activités dans les secteurs du porc et de la volaille. Compte non tenu d'Aliments Schneider, le chiffre d'affaires s'est accru de 6 % en 2004. Les ventes de porc frais ont augmenté grâce à la hausse du prix de cette denrée et à un accroissement du pourcentage de produits à valeur ajoutée dans la combinaison de produits, ce qui a pour effet d'augmenter le chiffre d'affaires. Les ventes de volaille ont augmenté grâce à l'amélioration de la combinaison de produits, en particulier la hausse importante des produits de volaille de marque, conjuguée à une hausse des prix du poulet frais.

Le bénéfice d'exploitation est passé de 14,8 millions de dollars en 2003 à 68,5 milliards de dollars pour l'exercice 2004, soit une augmentation de 361 %. Cette augmentation s'explique par la contribution liée à l'acquisition d'Aliments Schneider et par d'importantes hausses du bénéfice tiré des activités d'exploitation existantes.

Si l'on ne tient pas compte de l'apport d'Aliments Schneider, l'on constate que les principaux facteurs responsables de l'augmentation du bénéfice d'exploitation du Groupe des produits de la viande sont l'augmentation des marges tirées des activités de transformation de base de la volaille et des activités de transformation du porc ainsi que l'augmentation du bénéfice tiré de la vente de viandes préparées.

Les marges brutes dégagées par les activités de transformation de base de la volaille ont été poussées à la hausse par une combinaison de l'augmentation des parts de marché du poulet de marque *Maple Leaf Naturellement Prime*<sup>MC</sup> et de hausses des prix sur le marché de la volaille qui ont fait augmenter les marges sur ventes dans l'ensemble du secteur. Au cours du quatrième trimestre, les marchés des denrées ont subi une baisse importante, tout comme les marges dans les activités de la transformation de base. L'effet de ces facteurs a été partiellement compensé par une hausse des marges dans le secteur de la volaille à valeur ajoutée en raison d'une réduction des coûts des matières premières. Depuis l'acquisition d'Aliments Schneider, ce secteur représente maintenant un pourcentage important du chiffre d'affaires du Groupe des produits de la viande.

Aliments Schneider et Les Aliments de consommation Maple Leaf constituent le secteur des viandes et des volailles transformées à valeur ajoutée de la société. Ces deux entreprises ont réalisé un bon chiffre d'affaires et connu des succès avec le lancement de nouveaux produits, bien que la rentabilité globale de leurs activités pour l'exercice 2004 ait été réduite par des coûts de matières premières élevés qui n'ont commencé à baisser qu'au cours du quatrième trimestre. La hausse des coûts des intrants de la volaille, du porc et du bœuf qui a eu une incidence défavorable sur le bénéfice a été partiellement compensée par d'excellentes ventes de produits à valeur ajoutée comme les viandes et le

## Rapport de gestion (suite)

bacon tranchés de marque et de nouveaux produits novateurs. Quatre nouvelles gammes de *Rôtis entièrement cuits* ont été lancées au cours du quatrième trimestre, renforçant ainsi la position de chef de file d'Aliments Maple Leaf dans ce marché de produits de qualité supérieure. Aliments Schneider a profité d'une croissance importante et soutenue des ventes de ses nouveaux sandwichs *Hot'n Hearty*<sup>MC</sup> prêts à confectionner et de ventes élevées de produits *Lunchmate*<sup>®</sup>.

L'apport des activités de transformation de base du porc s'est amélioré par rapport à l'exercice précédent, mais n'a pas fourni un apport important à l'amélioration du bénéfice d'exploitation du Groupe des produits de la viande. Ce résultat a été obtenu malgré une baisse de 61 % des marges des activités de transformation du secteur. Cela s'explique par une augmentation de la proportion des ventes de produits à valeur ajoutée, une baisse des coûts d'approvisionnement et l'amélioration de l'efficacité de la production.

La direction estime qu'après l'acquisition d'Aliments Schneider, le Groupe des produits de la viande est maintenant arrivé à un bon équilibre entre les produits frais ayant subi une transformation de base et les produits ayant subi une transformation plus poussée, ce qui résulte en une combinaison intéressante de produits dont le prix subit l'effet des cours des denrées et d'activités plus stables offrant des produits de marque à valeur ajoutée. Avec le temps, la direction est d'avis que cette combinaison de produits devrait procurer au Groupe des produits de la viande des marges bénéficiaires plus importantes et un bénéfice plus stable dans la plupart des conjonctures de marché, surtout lorsque ces résultats sont combinés aux bénéfices anticycliques du Groupe agro-alimentaire.

### GROUPE AGRO-ALIMENTAIRE

*Recherche et développement et distribution de produits et services d'alimentation de qualité pour le bétail; aliments pour animaux de compagnie; élevage de porc; récupération de sous-produits d'origine animale.*

En 2004, le chiffre d'affaires du Groupe agro-alimentaire a augmenté de 1 % pour s'établir à 924,9 millions de dollars, contre 918,8 millions de dollars en 2003. L'augmentation des prix de vente du porc a été contrebalancée par des baisses des prix des denrées qui entrent dans la composition des aliments pour les animaux d'élevage.

Le bénéfice d'exploitation est passé de 58,1 millions de dollars en 2003 à 93,5 millions de dollars en 2004, soit une hausse de 61 % qui s'explique surtout par l'augmentation de 33 % des prix du porc au cours de l'exercice. Les prix du porc sont demeurés à des niveaux rentables pendant tout l'exercice 2004 et, au cours du quatrième trimestre de 2004, ils étaient en moyenne de 49 % plus élevés que le prix moyen au quatrième trimestre de 2003. La société a profité des marges plus élevées sur les activités d'élevage de porc, grâce à sa participation effective d'environ 21 % dans le porc transformé

en décembre 2004, contre 25 % en décembre 2003. Lorsque la société a renégocié les contrats de production porcine par suite de la hausse du dollar canadien en 2003, elle a proposé à certains éleveurs la possibilité d'annuler le contrat de production qu'ils avaient conclu avec la société, et ces derniers ont accepté cette proposition. Cette mesure, combinée à la hausse du nombre de porcs transformés en raison de l'inclusion des activités d'Aliments Schneider, a entraîné une diminution de la participation de la société dans le cheptel porcin.

Le bénéfice des entreprises du Groupe agro-alimentaire qui sont spécialisées dans la nutrition animale est demeuré conforme à celui de l'exercice précédent. En 2003, la société a commencé à construire une meunerie de classe mondiale de 15 millions de dollars à Moncton, au Nouveau-Brunswick. Cette usine pourra produire annuellement 225 000 tonnes d'aliments de première qualité pour les animaux d'élevage. Lorsqu'elle aura été mise en service à la mi-année en 2005, trois meuneries en exploitation dans cette région seront fermées et leur production sera transférée à la nouvelle meunerie. Le coût de clôture de ces meuneries a déjà été constaté, à l'exception des frais de déclassement qui seront passés en charges en 2005.

Le bénéfice tiré des activités d'équarrissage de la société a augmenté par rapport à celui de l'exercice précédent en raison des volumes plus élevés provenant des transformateurs de bœuf et de l'expansion des marchés d'exportation. Au cours du deuxième trimestre, la société a annoncé la construction d'installations commerciales de production de biodiesel à son usine d'équarrissage de Montréal, au Québec, d'une capacité de 35 millions de litres par année. Cette installation, qui sera mise en service au printemps de 2005, transformera le suif et d'autres produits d'équarrissage en un carburant écologique de haute qualité qui peut se substituer au carburant diesel. Bien que cet investissement ne devrait pas changer de façon notable l'apport des activités d'équarrissage au bénéfice de la société, il permettra d'élargir les marchés de la société et témoigne des résultats de l'innovation permanente qui permet de valoriser tous les produits de la société.

### GROUPE DES PRODUITS DE BOULANGERIE

*Produits de boulangerie frais, congelés et de marque à valeur ajoutée, incluant les produits de boulangerie congelés pré-cuits; et sauces et pâtes fraîches de spécialité.*

Le chiffre d'affaires du Groupe des produits de boulangerie a augmenté de 5 % pour atteindre 1,31 milliard de dollars en 2004, en regard de 1,25 milliard de dollars en 2003. L'augmentation du chiffre d'affaires est attribuable principalement à des ventes de produits de boulangerie frais plus élevées au Canada et à l'augmentation des ventes de bagels au Royaume-Uni, mais celles-ci ont été contrebalancées en partie par la baisse du chiffre d'affaires tiré de la vente de produits de boulangerie congelés en Amérique du Nord, qui ont diminué principalement à cause de la conversion en monnaie canadienne des ventes libellées en dollars américains.

L'accroissement du chiffre d'affaires du Groupe des produits de boulangerie a été réalisé malgré l'effet de l'enthousiasme pour les régimes à faible teneur en glucides. Même si le chiffre d'affaires tiré de la vente de produits congelés a diminué en 2004 à cause de la conversion des devises, le volume des ventes de produits congelés a augmenté par rapport à son niveau de 2003.

Le bénéfice d'exploitation du Groupe des produits de boulangerie s'est chiffré à 89,2 millions de dollars, en hausse de 53 % par rapport à celui de 2003. La comparaison du bénéfice souffre aussi de l'effet d'une grève à un centre de distribution de produits de boulangerie frais en 2003 qui a retranché 7,4 millions de dollars du bénéfice de l'exercice 2003. Les principaux facteurs à l'origine de cette rentabilité accrue sont l'augmentation considérable du bénéfice tiré des ventes de produits de boulangerie frais qui est attribuable à la combinaison de produits, à l'augmentation des prix de vente qui neutralisent les frais plus élevés et à l'accroissement de l'efficacité de l'exploitation. Bien que la consommation de pain frais ait diminué au Canada en 2004, cela reflète surtout la tendance des consommateurs à remplacer le pain blanc de faible valeur par des produits de qualité supérieure à valeur élevée, comme le pain complet et le pain biologique. Comme la combinaison de produits de boulangerie frais de la société est plutôt orientée vers ce type de produits, la société a profité grandement de cette tendance, qui a donné lieu à une augmentation du volume des ventes et à une majoration des prix de vente. À cela s'ajoute le succès que continue de remporter le pain blanc *Dempster's Reste Frais à la Dernière Tranche*<sup>MC</sup>, dont la part de marché ne cesse de croître, malgré la baisse de la consommation de pain blanc.

En outre, d'autres améliorations ont été apportées au chapitre de l'efficacité de l'exploitation, en particulier dans l'Est du Canada, en raison de synergies découlant du regroupement des boulangeries après l'acquisition de Multi-Markets et de Ben's Limited.

Les résultats du secteur des produits de boulangerie congelés en Amérique du Nord se sont ressentis de la plus faible demande de produits précuits sur le marché de détail et de l'augmentation des coûts, en particulier dans sa chaîne d'approvisionnement. L'effet de ces facteurs a été atténué partiellement par l'augmentation des ventes au secteur de la restauration, la société ayant tiré des avantages de l'existence de contrats d'approvisionnement à long terme et d'autres possibilités de croissance qu'offrait la clientèle du secteur de la restauration. L'appréciation du dollar canadien en 2004 a aussi eu une incidence défavorable sur le bénéfice tiré des ventes aux États-Unis. Pour soutenir son chiffre d'affaires et la croissance de ses marchés, la société s'apprête à lancer la nouvelle gamme de produits de boulangerie révolutionnaire *FroBake*<sup>®</sup>, qui viendra compléter sa gamme de produits précuits. Cette nouvelle gamme de produits présente un net avantage sur la pâte congelée; en effet, les produits *FroBake*<sup>®</sup> sont plus

moelleux et croustillants et ne doivent pas subir une deuxième fermentation. Les produits *FroBake*<sup>®</sup> seront confectionnés à l'échelle commerciale à la boulangerie de la société située à Roanoke, en Virginie, à compter du deuxième trimestre de 2005.

Au Royaume-Uni, le chiffre d'affaires et le bénéfice étaient plus élevés alors que la demande de bagels a continué de croître et que la société a commencé à vendre en Europe les bagels produits au Royaume-Uni. En 2004, la société a construit une nouvelle usine de confection de bagels qui permettra à la société d'accroître sa capacité de production, d'améliorer la qualité de ses produits et de réduire ses coûts de production. La mise en service de cette boulangerie de 24 millions de dollars au deuxième trimestre de 2005 permettra à la société de fermer sa boulangerie de Peterborough, en Angleterre.

Au Canada, la société a réussi à appliquer des majorations de prix qui compensent les hausses importantes de ses coûts, attribuables principalement à l'augmentation des coûts de l'énergie et à la hausse des coûts d'autres intrants. Bien qu'elle ait aussi imposé des hausses de prix aux États-Unis, celles-ci ont été moins importantes que les majorations obtenues au Canada, et les hausses des coûts de la distribution et du carburant ont eu une incidence défavorable sur les résultats du secteur des produits de boulangerie congelés aux États-Unis.

Comme cela a été mentionné plus haut, les fortes ventes de produits à valeur ajoutée, notamment les pains complets, biologiques, les pains de blé entier et de spécialité ainsi que le pain *Dempster's Reste Frais à la Dernière Tranche*<sup>MC</sup>, ont contribué à accroître les marges. Le lancement à l'échelle nationale de la gamme de pains biologiques *Dempster's Healthy Way*<sup>MC</sup> Biologique, qui comprend les pains 100 % de blé entier moulu sur pierre et 14 Céréales, a été achevé au troisième trimestre et a été suivi du lancement, à l'échelle nationale, des bagels de grains entiers *WholeGrains*<sup>MC</sup> au quatrième trimestre. Ces mesures témoignent de l'investissement continu de la société dans des produits de boulangerie complets de qualité supérieure.

## Acquisitions

Le 5 avril 2004, la société a fait l'acquisition d'Aliments Schneider pour une contrepartie au comptant de 376,7 millions de dollars, y compris les frais de l'opération de 8,1 millions de dollars et la prise en charge de la dette d'Aliments Schneider pour un prix d'acquisition total d'environ 500 millions de dollars.

Aliments Schneider est l'un des principaux producteurs canadiens de produits alimentaires de marque de qualité supérieure. Elle se spécialise dans la production de viandes transformées emballées, de volaille et de produits d'épicerie. Elle emploie environ 5 000 personnes dans ses 20 installations situées partout au Canada.

Au 31 décembre 2004, la répartition d'un prix d'achat provisoire (y compris la répartition de la juste valeur aux actifs

## Rapport de gestion (suite)

incorporels, à certaines immobilisations, aux créances légales, à la dette à long terme, aux prestations de retraite, aux avantages postérieurs à la retraite et aux impôts et taxes) a été effectuée. La société travaille toujours à l'achèvement de ses plans de restructuration et d'intégration des entreprises acquises; lorsqu'ils seront terminés au cours de la première moitié de 2005, ils donneront lieu à des frais de restructuration supplémentaires et à une augmentation connexe des écarts d'acquisition. Les autres frais d'intégration qui ne peuvent être attribués au prix d'acquisition seront passés en charges à mesure qu'ils sont engagés et ce, à compter du premier trimestre de 2005. Ces frais seront identifiés séparément à titre de frais de restructuration. Par conséquent, la répartition du prix d'acquisition aux actifs et aux passifs acquis peut changer. Les écarts d'acquisition découlant de l'opération susmentionnée sont compris dans le total de l'actif du Groupe des produits de la viande.

L'acquisition d'Aliments Schneider a pour effet de transformer le Groupe des produits de la viande, car elle accroît considérablement l'éventail de produits à valeur ajoutée, ce qui, de l'avis de la direction, fera augmenter les marges et stabilisera les flux de trésorerie et le bénéfice. Aliments Schneider et Les Aliments de consommation Maple Leaf ont des activités et des marques très complémentaires dont le regroupement présente d'importantes occasions de croissance et de réduction des coûts.

En juillet 2003, Pain Canada a acquis Parisco Limited (« Parisco »), de Richmond Hill, en Ontario, pour la somme de 6,2 millions de dollars. Parisco est un grand producteur de gaufres de style belge.

### Opérations liées à Pain Canada Compagnie, Limitée

Au cours de 2003 et de 2004, la société a fait une série d'acquisitions d'actions de Pain Canada sur le marché et dans le cadre d'opérations de gré à gré. Ces opérations ainsi qu'une émission d'actions par Pain Canada en 2003 pour régler une partie de la contrepartie liée à des entreprises aux États-Unis et au Royaume Uni, ont eu pour effet de porter la participation de la société dans Pain Canada de 68,3 % à la fin de 2002 à 86,6 % à la fin de 2004. Un achat supplémentaire de 66 900 actions effectué en janvier 2005 a porté la participation de la société à 86,9 %.

La valeur globale des actions émises à Aliments Maple Leaf et achetées par cette dernière en 2003 et en 2004 était de 199,6 millions de dollars, et la répartition de ce montant aux actifs et aux passifs sous-jacents de Pain Canada a donné lieu à une augmentation de l'écart d'acquisition de 48,6 millions de dollars.

### Flux de trésorerie

Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation : Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont augmenté considérablement pour s'établir à 239,1 millions de dollars en 2004, alors qu'ils étaient de 76,6 millions de dollars en 2003. Les principaux éléments ayant entraîné l'augmentation des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont été i) un bénéfice net de 106,8 millions de dollars en 2004 (35,1 millions de dollars en 2003), ii) un produit en espèces non récurrent de 27,3 millions de dollars provenant de la liquidation d'un régime de retraite en 2003 et iii) une augmentation de 96,6 millions de dollars du fonds de roulement.

Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement : Comme cela a été mentionné ci-dessus, la société a fait l'acquisition d'Aliments Schneider en 2004. En 2003, la société avait consacré 7,0 millions de dollars aux acquisitions. En outre, la société a augmenté sa participation dans Pain Canada de 18,9 millions de dollars en 2004 (74,8 millions de dollars en 2003). En 2004, les dépenses en immobilisations ont atteint 156,8 millions de dollars, comparativement à 132,6 millions de dollars en 2003. La société détient ou loue plus de 100 usines de fabrication ainsi qu'un réseau de centres de distribution et de bureaux. Pour que ses installations demeurent en bon état, la société doit engager un montant minimal de frais d'entretien. Elle suit également une stratégie aux termes de laquelle elle réinvestit constamment dans la technologie et les procédés utilisés dans ses installations, ce qui accroît leur compétitivité et réduit les coûts de production. La direction estime qu'au fil du temps, les installations dont la société dispose actuellement exigeront annuellement des frais d'entretien et de dépenses en immobilisations d'au moins 70 millions de dollars à 90 millions de dollars. De plus, lorsque cela est justifié, la société investira des sommes supplémentaires afin d'accroître sa capacité de production. En 2004, elle a investi 55 millions de dollars dans l'augmentation de la capacité de production et dans des projets d'amélioration des processus et 11 millions de dollars dans des mesures d'assainissement de l'air et de l'eau pour ses activités d'équarrissage. La direction prévoit que les dépenses en immobilisations futures pourront être financées grâce à des fonds autogénérés.

### Sources de financement et situation de trésorerie

En règle générale, les secteurs de l'industrie alimentaire dans lesquels la société mène des activités se caractérisent par des volumes de ventes élevés et une rotation rapide des stocks et des débiteurs. Le Groupe agro-alimentaire fait exception à cette règle parce que le délai de règlement des sommes dues par les clients qui sont des agriculteurs est parfois plus long puisqu'il va de pair avec les cycles des récoltes et de l'élevage du bétail. Cependant, les débiteurs et les stocks peuvent habituellement être facilement convertis en espèces. En outre, les fluctuations des prix des denrées, les mouvements saisonniers et autres fluctuations relevant des marchés

influent sur le montant investi dans le fonds de roulement. Par exemple, bien qu'une hausse ou une baisse des prix du porc ou des céréales n'influe pas nécessairement sur les marges, ces variations peuvent avoir une incidence importante sur l'investissement dans le fonds de roulement, essentiellement les stocks et les débiteurs.

En raison de la diversité de ses activités, la société a toujours dégagé une excellente marge brute d'autofinancement, et ce, même dans les périodes où les prix des denrées étaient plus élevés. Cette marge brute d'autofinancement assure à la société un montant sûr de liquidités sous-jacentes. En complément de celles-ci, la société a recours à des facilités de crédit qui lui procurent des fonds à plus long terme et qui lui permettent de parer aux variations de son fonds de roulement.

Eu égard à ses liquidités, la société a adopté la stratégie suivante : réduire sa dépendance envers une source de crédit unique, conserver suffisamment de facilités de crédit non utilisées et échelonner les échéances de ses dettes pour atténuer le risque inhérent au refinancement. Pour garantir qu'elle aura toujours accès à du crédit à des conditions attrayantes, la société maintient ses ratios de crédit et son levier financier de base à des niveaux qui lui assurent une excellente cote de solvabilité. Si la société estime qu'il est indiqué de réduire son endettement, elle aura recours au financement par actions ou à d'autres sources de liquidités comme sources additionnelles de capitaux. Étant donné ce profil de crédit, la direction ne prévoit pas que des changements importants seront apportés aux sources de financement de la société.

La société a conclu plusieurs opérations de refinancement au cours de l'exercice. Un crédit-relais à court terme de 205 millions de dollars et des facilités de crédit à court terme existantes ont servi à financer l'acquisition d'Aliments Schneider. Cette facilité de crédit a été remboursée en décembre 2004 et remplacée par du crédit à plus long terme obtenu sur le marché des placements privés de titres d'emprunt aux États-Unis et au Canada. Le produit d'une émission d'actions effectuée en décembre 2004 a servi à réduire le solde de la dette, et une partie du produit de cette émission d'actions a aussi été utilisée pour rembourser en espèces une partie des débetures convertibles au mois de janvier 2005. Les principales facilités bancaires de la société ont été renouvelées et augmentées. Par suite de la conclusion de ces opérations, la société a renforcé ses ratios de crédit après l'acquisition d'Aliments Schneider, prolongé la durée moyenne de ses facilités de crédit et acquis d'importantes liquidités inutilisées. Ces opérations sont expliquées plus en détail ci-dessous ainsi que dans la note 9 afférente aux états financiers consolidés.

En décembre 2004, la société a renégocié sa principale facilité bancaire, ce qui lui a permis de faire passer le montant en

capital de 635 millions de dollars à 700 millions de dollars et de repousser l'échéance du remboursement au mois de décembre 2007.

Tel qu'il est expliqué à la note 21 afférente aux états financiers consolidés, la société a acheté les actions d'Aliments Schneider en avril 2004 pour une contrepartie au comptant de 368,6 millions de dollars, déduction faite des coûts d'acquisition. Après cette acquisition, la direction a évalué son incidence sur les ratios de crédit de la société, tenant compte à cette fin du bénéfice le plus récent et de l'apport d'Aliments Schneider aux flux de trésorerie. En décembre, la société a réuni un produit net de 160 millions de dollars dans le cadre d'une émission d'actions ordinaires faite aux termes d'une convention de prise ferme. Les actions ont été émises le 20 décembre 2004 au prix de 14,55 \$ l'action. L'émission d'actions a été effectuée dans le but de renforcer la qualité du crédit de la société et de financer le remboursement de débetures convertibles.

Le 8 décembre 2004, dans le cadre d'une opération de placement privé, la société a émis pour 500 millions de dollars CA (312 millions de dollars US et 125 millions de dollars CA) de débetures à long terme échéant dans sept, dix et douze ans et portant intérêt à différents taux fixes. Il y a lieu de se reporter au paragraphe c) de la note 9 afférente aux états financiers consolidés pour de plus amples renseignements sur ce placement privé. Le produit tiré de l'émission de ces débetures a d'abord servi à rembourser et à annuler le crédit-relais (de 205 millions de dollars) ayant servi à l'acquisition d'Aliments Schneider et à réduire le montant de la dette impayée contractée aux termes de la principale facilité de crédit renouvelable de la société.

Parallèlement à l'acquisition d'Aliments Schneider, la société a renégocié et pris en charge une part importante des facilités d'emprunt d'Aliments Schneider, lesquelles comprennent des débetures de 73 millions de dollars et un emprunt de 15 millions de dollars payable par Mitchell's Gourmet Foods Inc. Le détail de ces facilités d'emprunt est fourni à la note 9 afférente aux états financiers consolidés.

Compte tenu du refinancement de ses facilités de crédit en 2004, mais non des débetures convertibles dont il est fait mention ci-dessous, les facilités de crédit de la société, incluant celles de ses filiales, totalisaient, au 31 décembre 2004, 1 957 millions de dollars, dont une tranche de 1 231 millions de dollars (incluant 74 millions de dollars en rapport avec des lettres de crédit) avait été utilisée. Les facilités de crédit dont disposaient ses filiales s'élevaient à 190 millions de dollars, dont 117 millions de dollars (incluant 8 millions de dollars au titre de lettres de crédit) avaient été utilisés à la fin de l'exercice.

Pour avoir accès à du financement à des taux concurrentiels et pour mieux diversifier ses sources de financement, la société utilise diverses facilités de financement des débiteurs. À la fin de

## Rapport de gestion (suite)

l'exercice, un montant de 210 millions de dollars (187 millions de dollars en 2003) était en cours aux termes de celles-ci.

En 1999, la société a conclu des contrats, y compris une convention de vente conditionnelle, en vue de financer 130 millions de dollars du coût de construction d'une nouvelle usine de transformation du porc à Brandon, au Manitoba. Cette convention a permis à la société d'avoir accès à du financement à des taux intéressants. La société est tenue d'effectuer des paiements trimestriels aux termes de cette convention et, à son échéance en octobre 2006, elle pourra choisir d'acheter l'usine pour la somme de 78 millions de dollars. Au 31 décembre 2004, les engagements de la société liés à cette usine s'élevaient à 101 millions de dollars. Des changements apportés récemment aux normes comptables canadiennes exigeront le reclassement de cette convention (se reporter à la note 22 a) afférente aux états financiers consolidés). Par conséquent, l'usine de transformation de Brandon sera constatée à titre d'actif de la société, avec ses obligations connexes, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005. La société ne prévoit pas que cette nouvelle méthode comptable aura une incidence importante sur sa situation de trésorerie, la qualité de ses titres de créance ou ses intérêts débiteurs.

Au 31 décembre 2004, la société avait en circulation des débetures convertibles de 91 millions de dollars, portant

intérêt au taux de 6 %. La date d'échéance initiale de ces débetures était le 31 décembre 2005, et ces titres étaient comptabilisés auparavant comme des capitaux propres. Le 8 décembre 2004, la société a émis un avis de remboursement au comptant des débetures pour lequel un paiement devait être effectué le 7 janvier 2005. Par conséquent, le montant intégral des débetures a été classé dans le passif à court terme au 31 décembre 2004. Après la date de l'avis, mais avant la date du remboursement anticipé, les détenteurs d'environ 11 millions de dollars de débetures ont présenté leurs titres aux fins de conversion en actions ordinaires, et le reste des 80 millions de dollars de débetures a été remboursé au comptant le 7 janvier 2005.

La direction est d'avis que les flux de trésorerie et les sources de financement de la société constituent des ressources suffisantes pour combler les besoins d'exploitation continus de la société et pour financer le programme de dépenses en immobilisations qu'elle prévoit mener. Les notes afférentes aux états financiers consolidés renferment d'autres détails sur le financement.

Le tableau suivant présente des renseignements sur certaines obligations contractuelles importantes de la société au 31 décembre 2004 :

(en millions de dollars canadiens)	Total	Paiements échéant au cours des exercices					
		2005	2006	2007	2008	2009	Après 2009
Dettes à long terme	<b>1 158,1 \$</b>	105,9 \$	12,0 \$	84,1 \$	11,0 \$	178,4 \$	766,7 \$
Swaps de devises liés à la dette à long terme	<b>78,7</b>	—	—	21,0	—	5,2	52,5
Obligations découlant des contrats de location-acquisition	<b>178,7</b>	44,6	30,4	22,1	15,6	11,7	54,3
Convention de vente conditionnelle de Brandon	<b>100,8</b>	13,0	87,8	—	—	—	—
Total des obligations contractuelles	<b>1 516,3 \$</b>	163,5 \$	130,2 \$	127,2 \$	26,6 \$	195,3 \$	873,5 \$

### Instruments dérivés

Le secteur de l'alimentation doit faire face aux risques de marché que posent les fluctuations des taux d'intérêt et de change et des prix des denrées (notamment le blé, les céréales fourragères et le bétail). Lorsque la direction le juge approprié, ces risques sont gérés à l'aide d'instruments financiers dérivés, notamment des swaps de taux d'intérêt, des contrats sur devises, des contrats à terme sur marchandises et des options. Des renseignements sur les principales positions couvertes par voie d'instruments dérivés sont présentés à la note 10 afférente aux états financiers consolidés. Si la société n'avait pas conclu ces contrats, le bénéfice d'exploitation pour 2004 aurait augmenté de 16,3 millions de dollars et les intérêts débiteurs auraient diminué de 17,7 millions de dollars.

La direction couvre les prix des denrées lorsqu'elle détermine que les conditions favorisent la réduction des risques connexes ainsi que le risque que survienne une perte à cause des variations défavorables de ces prix. La société s'efforce de faire concorder la durée des contrats sur marchandises et celle des positions couvertes sous-jacentes et mesure constamment l'efficacité de ses couvertures.

La société conclut des swaps de taux d'intérêt ou négocie des taux d'intérêt fixes sur ses facilités de crédit afin de protéger contre les variations de taux les paiements d'intérêts sur un pourcentage relativement élevé de sa dette en cours. Afin de gérer son risque de taux d'intérêt sur la dette engagée dans le cadre de l'acquisition d'Aliments Schneider, la société a conclu, au cours du deuxième trimestre de 2004, une série de

swaps de taux d'intérêt et de devises afin de fixer les taux d'intérêt sur la dette additionnelle. Le détail de ces opérations est présenté à la note 10 g) afférente aux états financiers consolidés. Au 31 décembre 2004, 96 % (72 % en 2003) de la dette de la société exposée aux fluctuations des taux d'intérêt avait été couverte ou était assortie de taux fixes.

La société conclut à l'occasion des opérations de couverture de change afin de fixer le cours sur une partie de sa position de change. Ainsi, elle utilise des swaps de devises et des emprunts libellés en monnaie étrangère pour couvrir les éléments inscrits à son bilan, et elle utilise des opérations au comptant, des contrats à terme et des options pour couvrir ses flux de trésorerie libellés en monnaie étrangère. Au cours de 2003 et du premier trimestre de 2004, la société a conclu une série d'opérations de couverture de change afin d'atténuer le risque de change lié au prix d'acquisition prévu de 377 millions de dollars US pour l'acquisition d'Aliments Schneider.

Toutes les activités de couverture et l'utilisation d'instruments dérivés sont menées en accord avec des politiques de gestion des risques, lesquelles précisent le type d'instrument dérivé qui peut être utilisé, le montant maximal pouvant être négocié ainsi que les opérations de couverture autorisées. Le risque de contrepartie est géré avec soin et surveillé de près, et aucune opération mettant en jeu un instrument dérivé ne peut être conclue avec une contrepartie dont la cote de solvabilité publique est inférieure à A.

En 2004, aucun gain important sur instruments dérivés n'a été inscrit, aucune perte significative découlant de l'inefficacité des couvertures n'a été subie et aucune couverture importante n'a été annulée parce que la réalisation d'une opération prévue était devenue improbable.

La société détient généralement les contrats d'instruments dérivés jusqu'à l'échéance étant donné qu'ils sont appariés aux risques de marchandises, de taux d'intérêt ou de change sous-jacents. L'incidence financière de ces contrats, advenant leur résiliation ou leur règlement par la société, est décrite à la note 10 afférente aux états financiers consolidés. Aucune autre obligation ni aucun autre passif aux termes de ces contrats n'exigent de la société un financement supplémentaire.

### Opérations entre apparentés

Le 20 décembre 2004, la société a émis 11,3 millions d'actions ordinaires dans le cadre d'un appel public à l'épargne à 14,55 \$ l'action. McCain Capital Corporation a fait l'acquisition de 5 154 639 actions aux termes de cette émission, portant ainsi sa participation à 33,2 %.

### Facteurs de risque

La société mène ses activités dans les secteurs de la transformation des aliments et de l'agriculture et est, par conséquent, exposée aux risques et incertitudes inhérents à ces domaines, ce qui pourrait avoir des conséquences néfastes sur ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

**Risques associés à l'insalubrité des aliments et à la santé des consommateurs :** La société est assujettie aux risques qui touchent l'ensemble de l'industrie de l'alimentation, notamment ceux que posent la détérioration ou la contamination des aliments, la responsabilité à l'égard des produits de consommation, les coûts éventuels d'un rappel de produits et les problèmes connexes. La société gère activement ces risques en assurant la rigueur des contrôles et procédés qu'elle emploie dans ses installations de fabrication et systèmes de distribution. Les organismes fédéraux de santé au Canada et leurs homologues à l'étranger inspectent et vérifient ses installations. La société effectue également ses propres vérifications afin d'assurer le respect de ses normes internes, lesquelles sont généralement conformes à celles des organismes de réglementation et même plus strictes. Cependant, la société ne peut garantir que le respect des procédures et règlements atténue les risques liés à l'insalubrité des aliments.

**Risques inhérents aux animaux d'élevage :** La société est exposée aux risques que pose la santé des animaux d'élevage, et ce, qu'ils soient ou non intégrés à sa chaîne de valeur de protéines animales. Des problèmes de santé de ces animaux pourraient nuire à la production et à l'approvisionnement en matières premières de ses installations de fabrication et miner la confiance des consommateurs. La société surveille quotidiennement la santé de son cheptel et, dans son système de production porcine, elle emploie des procédés de biosécurité rigoureux et offre des programmes de formation à son personnel. Cependant, ces procédures ne sont pas nécessairement utilisées à l'égard de tous les animaux qu'elle transforme puisqu'elle achète également des porcs et de la volaille auprès de fournisseurs indépendants. Ainsi, la société ne peut garantir que la propagation au Canada d'une maladie animale n'aurait pas d'incidence négative sur ses états financiers. Aliments Maple Leaf a élaboré un plan d'urgence interne exhaustif advenant l'apparition de maladies animales et a pris des mesures pour inciter le gouvernement canadien à améliorer les mécanismes de prévention et leurs plans d'application au Canada.

**Risque de crédit :** La société vend des produits, soit essentiellement des aliments pour les animaux d'élevage, et des services au secteur de l'agriculture et offre du crédit aux clients de ce secteur. La durée du crédit varie, allant de périodes relativement courtes à d'autres plus longues, ce qui reflète les cycles de commercialisation des animaux d'élevage. Comme les clients de la société sont exposés aux risques de

## Rapport de gestion (suite)

marché et autres, le crédit qui leur est offert pose des risques plus élevés. La société surveille de près le montant de crédit qui est accordé à chacun d'eux et, dans la mesure du possible, s'efforce d'obtenir des garanties. Elle ne peut toutefois éliminer entièrement le risque inhérent au crédit octroyé à des clients du secteur de l'agriculture.

**Risque de change** : Une partie importante des produits et des charges de la société sont soit libellés en d'autres monnaies (essentiellement le dollar américain et le yen japonais), soit directement liés à celles-ci. En raison de la diversité de ses activités, les variations normales de ces devises n'ont généralement pas une incidence importante sur la rentabilité de la société en raison a) de ses couvertures naturelles, ou positions compensatoires (comme lorsque les produits et les charges sont tous deux liés à d'autres devises) et b) de sa capacité de modifier les prix de ses produits afin de contrer les mouvements défavorables des taux de change. Par conséquent, les fluctuations des taux de change ne sont généralement pas considérées comme présentant un risque important pour la société. Toutefois, lorsque le dollar canadien s'apprécie rapidement et fortement par rapport au dollar américain, les produits liés à ce dollar sont immédiatement réduits, alors qu'il faut attendre un certain temps avant que la société puisse modifier ses prix ou tirer parti de ses couvertures naturelles. La variation subite des taux de change peut donc avoir une incidence notable sur son bénéfice. Au fil du temps, la société réduit ce risque en utilisant des couvertures naturelles, en augmentant les prix, ou à la rigueur, en réduisant les coûts.

**Commerce international** : La société exporte d'importants volumes à ses clients à partir du Canada et certaines de ses gammes de produits sont touchées par les prix des denrées à l'échelle mondiale. Par conséquent, les événements qui influent sur le prix des denrées alimentaires ou sur leur libre circulation d'un pays à l'autre peuvent avoir des répercussions positives ou négatives sur la société. Parmi de tels événements, il y a lieu de mentionner les maladies animales dans d'autres pays, les mesures commerciales, les tarifs douaniers des denrées alimentaires et les subventions gouvernementales offertes à l'égard de produits agricoles concurrents. Cette situation s'est produite notamment lorsqu'une épidémie d'encéphalopathie bovine spongiforme (« EBS ») au Royaume-Uni et une autre de fièvre aphteuse en Europe ont perturbé les activités commerciales internationales, ce qui a donné lieu à l'imposition de droits dits « de sauvegarde » au Japon.

### Changements de conventions comptables

**Comptabilisation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations** : En mars 2003, une nouvelle norme comptable canadienne a été publiée; elle est énoncée

dans le chapitre 3110, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations ». Aux termes de la nouvelle norme, les sociétés sont tenues de constater la juste valeur d'une obligation liée à la mise hors service d'immobilisations à titre de passif au cours de la période où elles contractent une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle à long terme qui découle de son acquisition, de sa construction, de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. Les sociétés sont également tenues de constater un montant correspondant à titre d'actif qui est amorti par imputation d'une charge à l'état des résultats sur la durée de vie de l'actif. Les sociétés sont tenues d'appliquer le chapitre 3110 pour les exercices ouverts depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004. L'application de cette norme n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la société.

**Consolidation des entités à détenteurs de droits variables** : En juin 2003, une nouvelle note d'orientation concernant la comptabilité, la NOC-15, « Consolidation des entités à détenteurs de droits variables », a été publiée au Canada. Cette note porte sur la consolidation des entités à détenteurs de droits variables, qui sont des entités qui n'ont pas suffisamment de capitaux propres à risque pour financer leurs activités sans soutien financier supplémentaire, ou dont le porteur des capitaux propres à risque ne répond pas aux caractéristiques de porteur d'une participation financière conférant le contrôle. Cette note donne également des directives pour déterminer qui, le cas échéant, devrait consolider les entités à détenteurs de droits variables. Puisque cette nouvelle note d'orientation a été appliquée, l'usine de transformation du porc que détient la société à Brandon (tel qu'il est décrit à la note 22 a)), qui est actuellement comptabilisée comme s'il s'agissait d'un contrat de location-exploitation, sera constatée à titre d'actif de la société, avec les obligations qui en découlent, en date du 1<sup>er</sup> janvier 2005. La société évalue actuellement l'incidence de cette note sur les autres relations existantes.

**Instruments financiers** : En janvier 2004, des modifications aux normes comptables canadiennes contenues dans le chapitre 3860, « Instruments financiers – informations à fournir et présentation », ont été publiées et ces modifications exigent que certaines obligations pouvant être réglées, au gré de l'émetteur, par un nombre variable de ses propres actions soient présentées en tant que passifs. Les changements au chapitre 3860 sont applicables pour les périodes ouvertes après le 1<sup>er</sup> novembre 2004. L'adoption de cette norme exigerait un reclassement rétroactif de la composante de passif de la débenture convertible (note 13 afférente aux états financiers consolidés) des capitaux propres à la dette. Par conséquent, les frais financiers connexes, y compris les intérêts, classés précédemment dans les capitaux propres, seraient reclassés à titre d'intérêts débiteurs. La société est d'avis que l'adoption de

ces changements n'aura pas d'incidence importante sur ses résultats d'exploitation ni sur sa situation financière.

**Contrats de location intégrés** : En décembre 2004, le CPN-150, « Comment déterminer si un accord est assorti d'un contrat de location », a été publié. Le CPN-150 présente des lignes directrices aux sociétés pour déterminer si un accord est assorti d'un contrat de location d'un actif corporel, et si le contrat confère effectivement à l'acheteur le droit d'utiliser un actif corporel. Les accords conclus ou modifiés après le 1<sup>er</sup> janvier 2005 doivent respecter ces lignes directrices; la société ne s'attend pas à ce qu'elles aient une incidence importante sur ses activités ni sur sa situation financière, compte tenu des accords actuellement en vigueur.

### Prises de position comptables récentes

Le 27 janvier 2005, le Conseil des normes comptables du Canada a publié trois nouveaux projets de recommandations qui présentent de nouvelles exigences pour la constatation et l'évaluation d'instruments financiers, exigences qui se fondent sur les normes publiées par le Financial Accounting Standards Board aux États-Unis et le International Accounting Standards Board et qui sont semblables à celles-ci.

**Résultat étendu – chapitre 1530** : les entités doivent présenter le résultat étendu et les éléments le composant, en plus du bénéfice net, dans ses états financiers. Le résultat étendu représente les variations des capitaux propres d'une entreprise survenues au cours d'une période et provenant d'opérations ou d'autres événements de sources autres que le propriétaire. Il comprend toutes les variations des capitaux propres au cours d'une période sauf celles qui résultent d'investissements par les propriétaires ou de distributions à ces derniers.

**Instruments financiers – chapitre 3855** : exige que tous les actifs financiers soient classés comme étant détenus à des fins de transaction, détenus jusqu'à leur échéance, prêts et créances, ou disponibles à la vente. Tous les instruments dérivés, y compris les instruments dérivés incorporés qui ne sont pas étroitement liés au contrat hôte, doivent être classés comme étant détenus à des fins de transaction. Les actifs et les passifs financiers détenus à des fins de transaction doivent être évalués à la juste valeur, les gains et les pertes en résultant devant être comptabilisés dans les périodes au cours desquelles ils surviennent. Les actifs financiers classés comme étant détenus jusqu'à leur échéance, ou comme étant des prêts et créances ainsi que les passifs financiers autres que ceux qui sont détenus à des fins de transactions doivent être évalués au coût après amortissement. Les actifs financiers disponibles pour la vente sont évalués à la juste valeur, les gains et les pertes devant être comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu jusqu'à ce que l'actif financier sous-jacent soit décomptabilisé ou subisse une perte de valeur.

**Couvertures – chapitre 3865** : établit des normes relatives aux circonstances et aux méthodes d'application de la comptabilité de couverture. La norme exige que les couvertures soient désignées soit comme des couvertures de juste valeur, soit comme des couvertures de flux de trésorerie ou soit comme des couvertures d'un investissement net dans un établissement étranger autonome. Dans le cas d'une couverture de juste valeur, le gain ou la perte sur un élément de couverture est comptabilisé dans le bénéfice au cours de la période où la variation a lieu, de même que la variation compensatoire attribuable au risque couvert. Dans le cas d'une couverture de flux de trésorerie ou d'un investissement net dans un établissement étranger autonome, la partie efficace du gain ou de la perte de l'élément de couverture est initialement présentée dans les autres éléments du résultat étendu et reclassée par la suite dans le bénéfice lorsque l'élément couvert affecte le bénéfice.

Ces trois nouvelles normes comptables doivent être appliquées pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2006. La société n'a pas encore déterminé l'incidence de ces nouvelles normes comptables sur ses activités ou sur sa situation financière.

### Estimations comptables critiques

La préparation des états financiers consolidés de la société exige que la direction fasse certaines estimations et pose certaines hypothèses. Ces estimations et hypothèses sont formulées en fonction des antécédents de la société, ainsi que de la compréhension de la direction des circonstances et des faits actuels. Les estimations peuvent différer des résultats réels; en outre, certaines estimations sont considérées comme étant critiques puisqu'elles doivent refléter à la fois la situation financière et les résultats d'exploitation de la société et exigent de la direction de poser des jugements importants ou complexes. Les paragraphes qui suivent résument certaines estimations ou conventions comptables considérées comme étant critiques par la direction de la société.

**Écarts d'acquisition** : Les écarts d'acquisition sont soumis annuellement à un test de dépréciation qui permet, entre autres, d'établir la valeur de l'écart d'acquisition des diverses unités d'exploitation de la société. Ses écarts d'acquisition ont fait l'objet d'un tel test au deuxième trimestre de 2004 et il a été établi qu'ils n'avaient subi aucune perte de valeur.

**Débiteurs** : La société constitue des provisions à l'égard des créances irrécouvrables ou douteuses. Au 31 décembre 2004, une provision de 12 millions de dollars (11 millions de dollars en 2003) avait été constituée pour les débiteurs. L'estimation des montants recouvrables est calculée en fonction de la meilleure estimation de la direction de la capacité d'un client de régler ses obligations. Les montants réels reçus peuvent être influencés par divers facteurs, notamment les conditions

## Rapport de gestion (suite)

du secteur et la variation de la situation financière individuelle des clients.

**Comptes fournisseurs :** La société établit une provision pour les montants estimatifs à verser aux clients en se fondant sur divers programmes et contrats commerciaux, ce qui inclut les paiements à effectuer à l'obtention de certains volumes de ventes.

**Régimes d'avantages sociaux des employés :** Le coût des prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi auxquels ont droit les salariés est établi au moyen de calculs actuariels, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services et d'après les meilleures estimations de la direction quant au taux de rendement prévu des actifs des régimes (7,5 %), au taux de croissance des salaires (4 %), à l'âge des salariés au moment de leur départ à la retraite ainsi qu'aux coûts prévus des soins de santé. Le taux d'actualisation utilisé aux fins des calculs actuariels est fondé sur les taux d'intérêt à long terme et pourrait influencer fortement sur le passif des régimes.

En 2004, l'incidence sur le bénéfice de la société d'un changement à la baisse dans les hypothèses retenues, en supposant qu'il n'y ait aucun changement dans le niveau des prestations, se présente comme suit :

Hypothèse	Changement à la baisse (point de pourcentage)	Augmentation des charges en 2004 (en millions)
Taux d'actualisation	0,50 %	2,7 \$
Rendement prévu des actifs	0,50 %	5,0 \$

## Environnement

Aliments Maple Leaf est consciente de ses responsabilités en matière de protection de l'environnement. Chacune de ses entreprises est exploitée en fonction d'une politique

environnementale, « Notre engagement face à l'environnement », qui a été approuvée par le Comité de l'environnement, de la santé et de la sécurité du conseil d'administration. Le programme environnemental de la société est évalué régulièrement par le Comité, y compris le respect des exigences réglementaires; l'utilisation des services de spécialistes internes en matière d'environnement et d'analyses environnementales indépendantes externes relèvent également de ce Comité. La société continue d'investir dans l'infrastructure environnementale liée à l'eau, aux déchets et aux émissions atmosphériques afin de s'assurer de toujours respecter les normes environnementales ou de les dépasser. Elle veille également à la mise en place de procédés qui visent à réduire au minimum l'incidence de ses activités sur l'environnement. Les dépenses que la société doit engager pour respecter les exigences environnementales actuelles ne devraient pas avoir d'effet marqué sur sa situation financière ni sur son bénéfice.

## Renseignements supplémentaires

Des renseignements supplémentaires, y compris les rapports, les circulaires d'information et les notices annuelles d'Aliments Maple Leaf, ont été déposés électroniquement dans le Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR) disponible en ligne à [www.sedar.com](http://www.sedar.com), et sur le site Web de la société, [www.mapleleaf.com](http://www.mapleleaf.com).

## Information financière trimestrielle

Le tableau suivant présente, par trimestre, un résumé de l'information financière non vérifiée des exercices terminés les 31 décembre 2004 et 2003 (en milliers de dollars, sauf les montants par action) :

		1 <sup>er</sup> trim.	2 <sup>e</sup> trim.	3 <sup>e</sup> trim.	4 <sup>e</sup> trim.	Total
Chiffre d'affaires	2004	1 194 731 \$	1 689 490 \$	1 698 508 \$	1 782 254 \$	6 364 983 \$
	2003	1 251 464	1 264 000	1 252 982	1 273 450	5 041 896
Bénéfice net	2004	19 331 \$	26 254 \$	27 934 \$	33 240 \$	106 759 \$
	2003	5 982	1 799	299	26 988	35 068
Bénéfice net (avant les frais de restructuration)	2004	19 331 \$	26 254 \$	27 934 \$	33 240 \$	106 759 \$
	2003	9 500	1 799	7 213	26 988	45 500
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	2004	24 042 \$	25 376 \$	45 468 \$	144 217 \$	239 103 \$
	2003	(67 004)	1 871	30 493	111 242	76 602
<b>Bénéfice net par action</b>						
De base	2004	0,16 \$	0,22 \$	0,24 \$	0,28 \$	0,90 \$
	2003	0,04	0,01	(0,01)	0,23	0,27
De base (avant les frais de restructuration)	2004	0,16 \$	0,22 \$	0,24 \$	0,28 \$	0,90 \$
	2003	0,07	0,01	0,05	0,23	0,36
Dilué	2004	0,16 \$	0,22 \$	0,23 \$	0,28 \$	0,89 \$
	2003	0,04	0,01	(0,01)	0,23	0,27

## Responsabilité de la direction

La direction reconnaît qu'elle a la responsabilité de mener les affaires de la société au mieux des intérêts de tous ses actionnaires. Elle est responsable des états financiers consolidés et de tout renseignement connexe exposé dans le rapport annuel. Les états financiers consolidés ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, ce qui exige le recours au jugement et à des estimations dans l'application des principes comptables adoptés. Les autres renseignements financiers présentés ailleurs dans le rapport annuel sont conformes à l'information présentée dans les états financiers consolidés.

La société maintient des systèmes de contrôles internes conçus de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à la fiabilité des livres et registres comptables, et à protéger l'actif de la société. Les vérificateurs indépendants de la société, KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L. comptables agréés, ont vérifié les états financiers consolidés de la société et produit leur rapport sur ces états. Leur opinion se fonde sur les vérifications qu'ils ont effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada, afin d'obtenir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers consolidés.

Le Comité de vérification du conseil d'administration, dont tous les membres sont indépendants de la société ou de ses sociétés affiliées, rencontre régulièrement les vérificateurs externes indépendants, les vérificateurs internes et des représentants de la direction afin de passer en revue les contrôles comptables internes, les états financiers consolidés trimestriels et annuels ainsi que d'autres questions de présentation de l'information financière. Tant les vérificateurs internes que les vérificateurs externes indépendants ont librement accès au comité de vérification. Le comité de vérification fait rapport de ses conclusions au conseil d'administration et lui soumet ses recommandations.

Le 22 février 2005

Le président et chef de la direction,

Le chef des finances,



M.H. McCain



M.H. Vels

## Rapport des vérificateurs aux actionnaires

Nous avons vérifié les bilans consolidés de la société Les Aliments Maple Leaf Inc. aux 31 décembre 2004 et 2003 et les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie des exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la société aux 31 décembre 2004 et 2003 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

**KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.**

Comptables agréés

Toronto, Canada

Le 22 février 2005

## Bilans consolidés

Aux 31 décembre

(en milliers de dollars canadiens)

	2004	2003
<b>ACTIF</b>		
<b>Actif à court terme</b>		
Espèces et quasi-espèces	111 770 \$	38 908 \$
Débiteurs (note 3)	292 462	242 306
Stocks (note 4)	385 128	259 758
Actif d'impôts futurs à court terme (note 18)	6 708	4 854
Charges payées d'avance et autres éléments d'actif	13 218	9 355
	<b>809 286</b>	<b>555 181</b>
Placements dans des sociétés associées	82 302	58 189
Biens-fonds et matériel (note 5)	973 718	802 332
Autres éléments d'actif à long terme (note 6)	230 201	171 262
Actif d'impôts futurs à long terme (note 18)	26 976	29 906
Écarts d'acquisition	816 408	523 561
Autres actifs incorporels (note 7)	82 840	8 290
	<b>3 021 731 \$</b>	<b>2 148 721 \$</b>
<b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>		
<b>Passif à court terme</b>		
Créditeurs et charges à payer	621 564 \$	501 997 \$
Impôts sur les bénéfices et autres taxes exigibles	27 651	12 212
Tranche de la dette à long terme échéant à moins de un an (note 9)	105 910	4 959
	<b>755 125</b>	<b>519 168</b>
Dette à long terme (note 9)	1 052 195	730 627
Passif d'impôts futurs (note 18)	29 207	50 397
Autres éléments de passif à long terme (note 8)	205 542	35 274
Part des actionnaires sans contrôle	74 109	70 068
Capitaux propres (note 12)	905 553	743 187
	<b>3 021 731 \$</b>	<b>2 148 721 \$</b>

Éventualités et engagements (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

Au nom du conseil,



**Michael H. McCain**  
Administrateur



**Robert W. Hiller**  
Administrateur

## États consolidés des résultats

Exercices terminés les 31 décembre

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

	2004	2003
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>6 364 983 \$</b>	<b>5 041 896 \$</b>
Bénéfice d'exploitation avant les frais de restructuration	256 364 \$	152 428 \$
Frais de restructuration (note 11)	—	(17 732)
Bénéfice d'exploitation	256 364	134 696
Autres produits (charges) (note 16)	2 650	(1 377)
Bénéfice avant les intérêts et les impôts sur les bénéfices	259 014	133 319
Intérêts débiteurs (note 17)	83 478	68 369
Bénéfice avant les impôts sur les bénéfices	175 536	64 950
Impôts sur les bénéfices (note 18)	58 862	22 879
Bénéfice avant la part des actionnaires sans contrôle	116 674	42 071
Part des actionnaires sans contrôle, déduction faite des impôts	9 915	7 003
<b>Bénéfice net</b>	<b>106 759 \$</b>	<b>35 068 \$</b>
Bénéfice de base par action (note 15)	0,90 \$	0,27 \$
Bénéfice dilué par action (note 15)	0,89 \$	0,27 \$
Nombre moyen pondéré d'actions (en millions)	113,6	113,1

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

## États consolidés des bénéfices non répartis

Exercices terminés les 31 décembre

(en milliers de dollars canadiens)

	2004	2003
Bénéfices non répartis au début de l'exercice	74 982 \$	63 758 \$
Bénéfice net	106 759	35 068
Dividendes déclarés (0,16 \$ par action; 0,16 \$ par action en 2003)	(18 136)	(18 094)
Charge au titre des débentures convertibles (note 13)	(4 476)	(4 851)
Prime sur le rachat de capital-actions (note 12)	—	(899)
<b>Bénéfices non répartis à la fin de l'exercice</b>	<b>159 129 \$</b>	<b>74 982 \$</b>

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

## États consolidés des flux de trésorerie

Exercices terminés les 31 décembre

(en milliers de dollars canadiens)

	2004	2003
<b>FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES (AFFECTÉS AUX) ACTIVITÉS SUIVANTES :</b>		
<b>Activités d'exploitation</b>		
Bénéfice net	106 759 \$	35 068 \$
Ajouter (déduire) les éléments hors caisse		
Amortissement	125 494	101 230
Rémunération à base d'actions (note 14)	4 095	849
Part des actionnaires sans contrôle	9 915	7 003
Impôts futurs	7 985	580
Augmentation de l'actif des régimes de retraite	(24 977)	(29 501)
(Gains) pertes non réparties des sociétés associées	(6 289)	1 483
(Gain) perte à la vente de biens-fonds et de matériel	(892)	142
Gain à la vente de placements	(417)	(362)
Autres	(17 515)	(7 648)
Variation des autres débiteurs à long terme	(6 018)	(3 856)
Produit de la liquidation d'un régime de retraite	—	27 251
Variation du fonds de roulement hors caisse lié à l'exploitation	40 963	(55 637)
	<b>239 103</b>	<b>76 602</b>
<b>Activités de financement</b>		
Versement de dividendes	(18 136)	(18 094)
Versement de dividendes aux actionnaires sans contrôle	(956)	(1 663)
Augmentation de la dette à long terme	1 023 007	69 338
Diminution de la dette à long terme	(772 101)	(20 332)
Paiement des intérêts sur les débiteurs convertibles	(5 478)	(5 478)
Augmentation du capital-actions (note 12)	166 243	3 118
Variation des frais de financement reportés	(17 934)	(1 657)
Actions rachetées aux fins d'annulation (note 12)	—	(1 829)
Autres	2 250	1 858
	<b>376 895</b>	<b>25 261</b>
<b>Activités d'investissement</b>		
Acquisition de biens-fonds et de matériel	(156 777)	(132 607)
Produit de la vente de biens-fonds et de matériel	12 649	1 933
Acquisition des actions de Pain Canada (note 20)	(18 909)	(74 831)
Acquisition de l'actif net d'entreprises (note 21)	(382 666)	(7 002)
Variation des placements, montant net	1 111	(6 196)
Autres	1 456	(1 118)
	<b>(543 136)</b>	<b>(219 821)</b>
<b>Augmentation (diminution) des espèces et quasi-espèces</b>	<b>72 862</b>	<b>(117 958)</b>
Espèces et quasi-espèces au début de l'exercice	<b>38 908</b>	<b>156 866</b>
Espèces et quasi-espèces à la fin de l'exercice	<b>111 770 \$</b>	<b>38 908 \$</b>
<b>Information supplémentaire</b>		
Montant net payé en intérêts	<b>77 585 \$</b>	<b>66 611 \$</b>
Montant net payé en impôts	<b>44 910</b>	<b>53 566</b>

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices terminés les 31 décembre 2004 et 2003

(Les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action.)

### 1. LA SOCIÉTÉ

Les Aliments Maple Leaf Inc. (« Aliments Maple Leaf » ou la « société ») est l'une des plus grandes sociétés de transformation des aliments au Canada. Elle compte parmi ses clients des grossistes et des détaillants en alimentation, des services de restauration et des clients dans les marchés industriels et agricoles, partout en Amérique du Nord et à l'échelle internationale. Elle comporte trois groupes d'exploitation, nommément le Groupe des produits de la viande, le Groupe agro-alimentaire et le Groupe des produits de boulangerie.

### 2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les principales conventions comptables de la société sont décrites ci-après. La préparation d'états financiers périodiques comporte nécessairement l'utilisation d'estimations et d'approximations. Si les hypothèses sous-jacentes venaient à changer, les montants réels pourraient être différents des estimations.

#### a) Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la société et ceux de ses filiales, ainsi que sa quote-part de l'actif, du passif, des produits et des charges des coentreprises sur lesquelles la société exerce un contrôle conjoint. Les placements dans des sociétés associées sur lesquelles la société exerce une influence notable sont comptabilisés à la valeur de consolidation.

#### b) Conversion des comptes établis en devises

Les comptes des filiales étrangères, des sociétés associées et des coentreprises sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la fin de l'exercice dans le cas des éléments d'actif et de passif, et au taux de change moyen de l'exercice, dans celui des produits et des charges. Les gains ou les pertes de change découlant de la conversion sont reportés et figurent sous une rubrique distincte des capitaux propres jusqu'à ce qu'ils se matérialisent.

#### c) Opérations de couverture

La société conclut des opérations de couverture afin de gérer les risques auxquels l'exposent les fluctuations des taux de change, du prix des denrées et des taux d'intérêt. La société utilise la comptabilité de couverture pour constater ces opérations sur instruments dérivés.

La société constitue une documentation en bonne et due forme concernant toutes les relations entre les instruments de couverture et les éléments couverts, ainsi que son objectif et sa stratégie de gestion des risques avant d'entreprendre ses diverses opérations de couverture. Ce processus consiste notamment à rattacher tous les dérivés à des actifs et des passifs précis figurant au bilan ou à des engagements fermes ou des opérations prévues spécifiques. La société détermine officiellement, à l'aide de l'analyse de régression, tant lors de la mise en place de la couverture que sur une base trimestrielle, si les dérivés utilisés dans les opérations de couverture permettent de compenser de façon efficace les variations des justes valeurs ou des flux de trésorerie des éléments couverts. Tous les instruments et les relations de couverture en place au 31 décembre 2003 ont été évalués selon la méthode susmentionnée, et il a été déterminé qu'ils répondaient aux exigences relatives à l'efficacité de la couverture.

La société utilise les contrats de change à terme et les options pour couvrir son exposition aux opérations libellées en devises. La société utilise également les contrats à terme standardisés et les options pour couvrir son exposition aux opérations sur marchandises (achats de blé, de porcs vivants ou de céréales). Lorsque les critères d'efficacité de couverture sont respectés, les gains et les pertes sur les instruments de couverture de change ou de marchandises sont constatés dans les états financiers consolidés au cours de la même période que celle à laquelle la position couverte s'applique. Tout montant à recevoir ou à payer aux termes de ces contrats est imputé respectivement aux débiteurs ou aux créditeurs. Lorsque les exigences relatives à l'efficacité de la couverture ne sont pas respectées, la société constate la juste valeur des éléments de couverture dans le bilan à titre d'autres éléments d'actif ou de passif. Les gains ou les pertes s'en suivant sont constatés au poste autres produits. Lorsque la société conclut des contrats de change à terme pour couvrir le capital et (ou) les intérêts d'une dette connexe à payer en devises, les gains ou les pertes non matérialisés découlant de tels contrats sont contrebalancés par les gains ou les pertes de change découlant de la dette ou des intérêts à payer.

La société conclut des swaps de taux d'intérêt et de change pour atténuer l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt et des taux de change sur sa dette à court et à long terme. La société désigne ses contrats de couverture des taux d'intérêt et ses swaps de change liés à la dette comme couvertures de la dette sous-jacente. Les swaps de taux d'intérêt comportent l'échange périodique de paiements sans échange du montant de capital nominal de référence sur lequel les paiements sont calculés. Les intérêts débiteurs sur la dette sont rajustés afin qu'ils comprennent les paiements faits ou reçus sur les swaps de taux d'intérêt. Le montant connexe à payer ou à recevoir des contreparties est constaté à titre de rajustement des intérêts courus. Les gains ou les pertes de change découlant des emprunts désignés sont contrebalancés par les gains ou les pertes de change non réalisés découlant de la conversion de la composante en devises des swaps. Le passif lié à la composante en devises des swaps est compris dans les autres éléments de passif.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

La société désigne certains de ses emprunts en dollars américains comme couverture du placement net dans ses entreprises établies aux États-Unis. Au 31 décembre 2004, le montant de la dette désigné à titre de couverture du placement net de la société dans ses entreprises établies aux États-Unis s'élevait à 160,0 millions de dollars US (125,0 millions de dollars US en 2003). Tout gain ou toute perte découlant de ces emprunts désignés est contrebalancé par le gain ou la perte de change non matérialisé découlant de la conversion des états financiers établis en dollars américains de ces entreprises; ce gain ou cette perte de change figure dans le compte d'écart de conversion non matérialisé sous les capitaux propres.

Les gains ou les pertes réalisés et non réalisés rattachés aux instruments dérivés qui ont pris fin ou qui ont cessé d'être efficaces avant l'échéance, sont inscrits à titre d'éléments d'actif ou de passif à long terme reportés au bilan et ils sont constatés dans les résultats de la période au cours de laquelle l'opération couverte sous-jacente est constatée. Si l'élément couvert désigné est vendu, s'éteint ou vient à échéance avant que l'instrument dérivé connexe ne prenne fin, tout gain ou toute perte non réalisé sur cet instrument dérivé est constaté immédiatement dans les résultats.

### d) Constatation des produits

La société constate les produits tirés de la vente de produits lorsque le droit de propriété est transféré aux clients. Les produits sont constatés au prix facturé pour chaque produit, déduction faite des retours estimatifs. Un montant estimatif des stimulants à la vente offerts aux clients est également constaté au moment de la vente et classé sous le coût des marchandises vendues. Les stimulants à la vente comprennent divers rabais et programmes promotionnels offerts aux clients de la société, soit essentiellement des rabais accordés en fonction de l'atteinte de certains volumes précis de ventes ou de certains taux de croissance précis des ventes.

### e) Stocks

Les stocks sont évalués au coût ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux, et le coût est déterminé essentiellement selon la méthode de l'épuisement successif. Les coûts directs de production et de la main-d'œuvre ainsi qu'une répartition des coûts indirects de production variables et fixes, y compris l'amortissement, sont compris dans le coût des stocks.

### f) Biens-fonds et matériel

Les biens-fonds et le matériel sont inscrits au coût, lequel comprend, s'il y a lieu, les intérêts capitalisés pendant la période de construction ou d'aménagement. L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire, aux taux suivants qui sont fondés sur la durée d'utilisation prévue des éléments d'actif :

Bâtiments	de 2 1/2 % à 6 %
Matériel et outillage	de 10 % à 33 %

### g) Frais de financement reportés

Les frais engagés pour obtenir du financement à long terme sont amortis sur la durée des emprunts connexes et ils sont inclus dans les intérêts débiteurs de l'exercice.

### h) Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels

L'écart d'acquisition est le reliquat qui subsiste lorsque le coût d'acquisition d'une entreprise excède la somme des montants attribués aux actifs corporels et incorporels identifiables acquis, moins les passifs pris en charge, selon leur juste valeur. L'écart d'acquisition est rattaché, à la date du regroupement d'entreprises, aux unités d'exploitation qui sont censées profiter des synergies découlant du regroupement. La société attribue une valeur à certains actifs incorporels identifiables acquis, principalement des marques, des contingents de volaille et des parcours de distribution. Les actifs incorporels dont la durée de vie est déterminée sont amortis sur leur durée de vie utile. L'écart d'acquisition est soumis annuellement à un test de dépréciation au cours du deuxième trimestre et, tel qu'il est requis, s'il y a indication d'une perte de valeur. La perte de valeur de l'écart d'acquisition est testée au niveau de l'unité d'exploitation en comparant la valeur comptable de l'unité d'exploitation à sa juste valeur.

### i) Impôts sur les bénéfices

La société utilise la méthode axée sur le bilan pour la comptabilisation des impôts sur les bénéfices. Par conséquent, des actifs et des passifs d'impôts futurs sont constatés à l'égard des conséquences fiscales futures attribuables aux différences entre les valeurs comptables paraissant aux états financiers des éléments d'actif et de passif existants et leur assiette fiscale respective. Les actifs et passifs d'impôts futurs sont calculés selon les taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur qui devraient s'appliquer au bénéfice imposable des exercices pendant lesquels ces écarts temporaires seront recouverts ou réglés. Par ailleurs, l'incidence d'un changement des taux d'imposition sur les actifs et passifs d'impôts futurs est imputée aux résultats de l'exercice qui englobe la date à compter de laquelle le changement est en vigueur ou pratiquement en vigueur.

#### j) Régimes d'avantages sociaux des salariés

La société comptabilise les obligations découlant des régimes d'avantages sociaux des salariés ainsi que les coûts connexes, déduction faite des actifs des régimes. Le coût des prestations de retraite et des avantages complémentaires de retraite gagnés par les salariés est établi par calculs actuariels selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services, à partir des hypothèses les plus probables posées par la direction quant au rendement prévu des placements des régimes, à la progression des salaires, à l'âge du départ à la retraite des salariés et les coûts prévus des soins de santé. Une variation de ces hypothèses pourrait avoir une incidence sur la charge de retraite future. Pour les besoins du calcul du taux de rendement prévu des actifs des régimes, ces actifs sont évalués à leur juste valeur. Le coût des services passés découlant des modifications apportées aux régimes est amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs à la date des modifications.

Les gains et les pertes actuariels excédant 10 % des provisions techniques, de la valeur marchande des actifs au début de l'exercice, et de tous les gains et les pertes liés aux changements dans les dispositions du régime, selon le montant le plus élevé, sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs membres du régime, conformément aux directives de la société. Lorsque la restructuration d'un régime d'avantages sociaux entraîne à la fois une compression et un règlement des obligations découlant de ce régime, la compression est comptabilisée avant le règlement.

#### k) Rémunération à base d'actions

La société offre à ses salariés des régimes de rémunération à base d'actions. La société a adopté la méthode fondée sur la juste valeur pour comptabiliser la rémunération à base d'actions et ce, prospectivement, pour les attributions consenties ou modifiées après le 1<sup>er</sup> janvier 2003.

En ce qui a trait aux attributions consenties avant le 1<sup>er</sup> janvier 2003, la société n'a pas constaté de charge au titre de la rémunération à base d'actions. La société a fourni des informations sur l'incidence pro forma de la comptabilisation des attributions consenties en 2002 selon la méthode de la juste valeur (note 14).

#### l) État des flux de trésorerie

Les espèces et quasi-espèces comprennent l'encaisse et les titres à court terme dont l'échéance est de moins de 90 jours à la date de l'acquisition, moins la dette bancaire.

#### m) Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

En date du 1<sup>er</sup> janvier 2004, la société a adopté la nouvelle norme comptable canadienne, le chapitre 3110, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations ». Aux termes de la nouvelle norme, les sociétés sont tenues de constater la juste valeur d'une obligation liée à la mise hors service d'immobilisations à titre de passif au cours de la période où elles contractent une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle à long terme qui découle de son acquisition, de sa construction, de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. Les sociétés sont également tenues de constater un montant correspondant à titre d'actif qui est amorti par imputation d'une charge à l'état des résultats sur la durée de vie de l'actif. L'application de cette norme n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la société.

#### n) Données comparatives

Certaines données comparatives de 2003 ont été réagencées selon la nouvelle présentation des états financiers adoptée pour l'exercice à l'étude.

### 3. DÉBITEURS

Aux termes d'un programme de titrisation renouvelable, la société a vendu certaines créances à des institutions financières, avec recours limité. La société conserve une responsabilité de gestion et contracte une obligation de garantie limitée la forçant à racheter les débiteurs impayés. Au 31 décembre 2004, des créances totalisant 209,7 millions de dollars (186,8 millions de dollars en 2003) avaient été vendues conformément à ce programme.

### 4. STOCKS

	2004	2003
Matières réservées à la production	185 724 \$	142 739 \$
Produits finis	199 404	117 019
	385 128 \$	259 758 \$

## Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

### 5. BIENS-FONDS ET MATÉRIEL

	2004	2003
Terrains	68 025 \$	73 124 \$
Bâtiments	465 881	358 525
Matériel et outillage	1 271 259	1 031 458
Travaux de construction en cours	83 267	72 731
Terrains réservés à l'aménagement ou à la vente	710	688
	1 889 142	1 536 526
Moins l'amortissement cumulé	915 424	734 194
	973 718 \$	802 332 \$

### 6. AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF À LONG TERME

	2004	2003
Actif des régimes de retraite (note 19)	182 902 \$	156 831 \$
Frais de financement reportés	22 750	4 816
Effets et créances hypothécaires à recevoir	12 044	6 026
Autres	12 505	3 589
	230 201 \$	171 262 \$

### 7. AUTRES ACTIFS INCORPORELS

	2004	2003
Marques	59 501 \$	4 351 \$
Contingents de production de volaille	20 114	1 169
Autres	3 225	2 770
	82 840 \$	8 290 \$

### 8. AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF À LONG TERME

	2004	2003
Passif au titre de la couverture de devises (note 10)	78 703 \$	28 688 \$
Prestations de retraite (note 19)	63 827	—
Avantages complémentaires de retraite (note 19)	58 669	—
Autres	4 343	6 586
	205 542 \$	35 274 \$

### 9. DETTE À LONG TERME

	2004	2003
Effets à payer		
– échéant en 2009 (140 millions de dollars US) <sup>a)</sup>	168 504 \$	185 360 \$
– échéant en 2007 (60 millions de dollars US) <sup>a)</sup>	72 216	79 440
– échéant en 2010 (75 millions de dollars US et 115 millions de dollars CA) <sup>b)</sup>	205 270	214 300
– échéant en 2011 (207 millions de dollars US) <sup>c)</sup>	249 145	—
– échéant en 2014 (98 millions de dollars US et 105 millions de dollars CA) <sup>c)</sup>	222 953	—
– échéant en 2016 (7 millions de dollars US et 20 millions de dollars CA) <sup>c)</sup>	28 425	—
– échéant en 2016 – Aliments Schneider <sup>d)</sup>	66 896	—
– échéant en 2010 – Aliments Schneider <sup>d)</sup>	13 991	—
Débeture convertible <sup>e)</sup>	90 034	—
Facilité à terme renouvelable <sup>f)</sup>	—	152 000
Facilités à terme renouvelables – Pain Canada <sup>g)</sup>	—	78 324
Autres <sup>h) et i)</sup>	40 671	26 162
	1 158 105	735 586
Moins la tranche échéant à moins de un an	105 910	4 959
	1 052 195 \$	730 627 \$

a) En décembre 2002, la société a émis des effets à payer d'une valeur de 200,0 millions de dollars US. Les effets à payer comprennent une tranche de 140,0 millions de dollars US, portant intérêt à 6,3 % par année et échéant en 2009, ainsi qu'une tranche de 60,0 millions de dollars US portant intérêt à 5,6 % par année et échéant en 2007. À l'aide de swaps de devises (note 10 c)), la société a converti 75,0 millions de dollars US en 116,5 millions de dollars de titres d'emprunt libellés en dollars CA à un taux d'intérêt variable égal au taux des acceptations bancaires de trois mois majoré de 2,5 % par année. L'incidence financière sur les swaps de la fluctuation des taux de change est constatée dans les autres éléments de passif. Au 31 décembre 2004, le passif au titre des swaps s'élevait à 26,2 millions de dollars (17,2 millions de dollars en 2003), montant calculé en fonction des taux de change en fin d'exercice.

b) En avril 2000, la société a émis 205,3 millions de dollars d'effets à payer échéant le 28 avril 2010. Les effets émis comprennent une tranche libellée en dollars CA de 115,0 millions de dollars CA, portant intérêt à 7,7 % annuellement, ainsi qu'une tranche libellée en dollars US de 75,0 millions de dollars US, portant intérêt à 8,5 % annuellement. À l'aide d'un swap de devises (note 10 b)), la société a converti la tranche libellée en dollars US en titres d'emprunt libellés en dollars CA, donnant lieu à un montant total de 110,8 millions de dollars CA, à un taux d'intérêt fixe effectif de 7,7 % par année. L'incidence financière sur le swap de la fluctuation des taux de change est constatée dans les autres éléments de passif. Au 31 décembre 2004, le passif au titre du swap s'élevait à 20,5 millions de dollars (11,5 millions de dollars en 2003), montant calculé en fonction des taux de change en fin d'exercice.

c) En décembre 2004, la société a émis des effets à payer d'un montant de 500,5 millions de dollars. Les effets ont été émis en tranches libellées en dollars US et en dollars CA ayant des durées de sept à douze ans et portant intérêt à des taux d'intérêt nominaux fixes annuels. Les cinq tranches s'établissent comme suit :

Capital	Échéance	Taux d'intérêt nominal annuel
207 millions de dollars US	2011	5,2 %
98 millions de dollars US	2014	5,6 %
7 millions de dollars US	2016	5,8 %
105 millions de dollars CA	2014	6,1 %
20 millions de dollars CA	2016	6,2 %

Les intérêts sont payables semestriellement. Au moyen de swaps de devises et de contrats à terme (note 10 d) e) f)) qui ont été conclus aux deuxième et quatrième trimestres, la société a effectivement converti 177,0 millions de dollars US de dette échéant en 2011 en une dette de 227,4 millions de dollars CA portant intérêt à un taux annuel fixe de 5,6 %; 98 millions de dollars US de dette échéant en 2014 en une dette de 135,3 millions de dollars CA portant intérêt à un taux annuel fixe de 6,0 %; et 2 millions de dollars US de dette échéant en 2016 en une dette de 2,7 millions de dollars CA portant intérêt à un taux annuel fixe de 6,1 %. L'incidence financière de la variation des taux de change sur les swaps est constatée dans les autres éléments de passif. Au 31 décembre 2004, le passif au titre des swaps s'est chiffré à 31,9 millions de dollars, en fonction des taux de change de fin d'exercice.

d) Parallèlement à l'acquisition de Schneider Corporation (« Aliments Schneider ») en avril 2004 (note 21), la société a pris en charge les éléments de passif en cours relativement aux débetures émises précédemment par Aliments Schneider. À la date de clôture, les modalités des débetures prévoient des paiements en capital totalisant 13,1 millions de dollars et 60,0 millions de dollars, respectivement, et portent intérêt, respectivement, à des taux fixes annuels de 10,0 % et de 7,5 %. Les débetures exigent des remboursements de capital annuels sur la durée des titres, dont la date d'échéance finale est, respectivement, en septembre 2010 et en octobre 2016. Ces débetures ont été constatées à leur juste valeur à la date de clôture de l'acquisition. L'écart entre la juste valeur et la valeur nominale des obligations est amorti sur la durée de vie des débetures, en fonction du rendement réel. Le 31 décembre 2004, la valeur comptable restante des débetures échéant en 2010 s'élevait à 14,0 millions de dollars, et celle des débetures de 2016 s'élevait à 66,9 millions de dollars. Les paiements de capital à verser s'élevaient respectivement à 11,6 millions de dollars et à 57,3 millions de dollars.

e) Au 31 décembre 2004, la société avait des débetures convertibles d'un montant en capital de 91,3 millions de dollars en cours. Ces débetures convertibles arrivent à échéance en décembre 2005 et ont été constatées dans les capitaux propres. Le 8 décembre 2004, la société a émis un avis de remboursement au comptant pour lequel un paiement devait être effectué le 7 janvier 2005. Par conséquent, le 8 décembre 2004, la société a reclassé la composante passif des débetures convertibles comme une dette à court terme. Le 7 janvier 2005, certains des porteurs de débetures ont offert 79,8 millions de dollars de débetures pour remboursement au comptant, et les porteurs de débetures restants ont offert 11,5 millions de dollars de débetures pour qu'elles soient converties en actions ordinaires (notes 12 et 13).

f) En décembre 2004, la société a renégocié sa principale facilité bancaire. Les changements importants comprennent une augmentation de la taille de la facilité, qui passe de 635,0 millions de dollars à 700,0 millions de dollars et un report de la date d'échéance, qui passe du 3 octobre 2005 au 6 décembre 2007.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Les emprunts sur cette facilité peuvent être tirés en dollars CA ou en dollars US, et ils portent intérêt au taux des acceptations bancaires pour les emprunts en dollars CA et au TIOL pour les emprunts en dollars US.

Au 31 décembre 2004, une tranche de 66,0 millions de dollars (207,8 millions de dollars en 2003) de la facilité renouvelable avait été utilisée, dont le montant total est sous forme de lettres de crédit et de financement commercial (55,8 millions de dollars en 2003).

g) En 2001, Pain Canada a obtenu une facilité d'emprunt auprès d'un consortium de banques pour financer l'acquisition de Multi-Markets Inc. et pour subvenir aux besoins généraux en liquidités de la société. La facilité totalise actuellement 58,5 millions de dollars et elle comporte les éléments suivants :

- i) une facilité de crédit à terme renouvelable à solde dégressif de 38,5 millions de dollars échéant en juillet 2005;
- ii) une facilité de crédit à terme consentie et renouvelable de 20,0 millions de dollars d'une durée de quatre ans, échéant en juillet 2005.

La société peut prélever des montants sur ces facilités en dollars CA ou en dollars US. Les facilités portent intérêt au taux des acceptations bancaires pour les emprunts en dollars CA et au TIOL pour les emprunts en dollars US. Au 31 décembre 2004, une somme de 7,9 millions de dollars (85,0 millions de dollars en 2003) avait été tirée sur cette facilité, le montant total (6,7 millions de dollars en 2003) étant utilisé relativement à des lettres de crédit.

h) Parallèlement à l'acquisition d'Aliments Schneider en avril 2004 (note 21), la société a pris en charge la dette non réglée de Mitchell's Gourmet Foods Inc. relativement à des prêts à terme contractés auprès de Roynat Capital Inc. Cette facilité comporte une série de prêts amortissables, le dernier échéant en novembre 2016 et portant intérêt en fonction des taux d'intérêt préférentiels canadiens. La facilité est garantie par une charge sur les immobilisations de Mitchell's Gourmet Foods Inc. Au 31 décembre 2004, le montant de capital total en cours aux termes de cette facilité s'élevait à 15,0 millions de dollars.

i) Les filiales de la société bénéficient de diverses facilités de crédit, y compris des contrats de location-acquisition, dont les taux d'intérêt varient de 0 % à 9,0 % par année. Ces facilités sont remboursables à diverses dates, de 2005 à 2010. Au 31 décembre 2004, une tranche de 25,7 millions de dollars (24,5 millions de dollars en 2003) était impayée.

Les diverses facilités de la société établies auprès de banques à charte canadiennes et d'autres prêteurs, facilités qui ne sont pas garanties, à moins d'une mention à cet effet ci-dessus, sont assujetties à certains engagements financiers.

En 2004, le taux d'emprunt effectif moyen de la société a été de 6,1 % (7,2 % en 2003) compte tenu de l'incidence des couvertures des taux d'intérêt.

Les remboursements exigés sur la dette à long terme sont les suivants :

2005	105 910 \$
2006	11 977
2007	84 110
2008	10 957
2009	178 415
Par la suite	766 736
<b>Total de la dette à long terme</b>	<b>1 158 105 \$</b>

### 10. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS ET GESTION DES RISQUES

Dans le cours normal des affaires, la société utilise des instruments financiers dérivés afin de réduire les risques que présentent pour la juste valeur et les flux de trésorerie les fluctuations des taux de change et d'intérêt et des prix des denrées.

#### Gestion du risque de change

La société a recours à des contrats de change à terme et à des options pour gérer une partie du risque de change. Ce risque découle essentiellement des ventes à l'exportation libellées en dollars US et en yen japonais et, dans une bien moindre mesure, des dépenses engagées en diverses monnaies étrangères.

En outre, la société a signé un contrat de change à terme de sept ans pour convertir 92,0 millions de dollars de dette libellée en dollars US (note 9 c) en une dette de 112,7 millions de dollars libellée en dollars canadiens.

Le tableau qui suit expose, au 31 décembre 2004, les engagements nets que la société a pris en vue de vendre (d'acheter) des devises aux termes de tels contrats :

2004	Devise	Montant nominal de référence	Taux de change moyen	Échéance
		(en milliers)		
Contrats de vente	\$ US	142 992	1,226	2005
Contrats d'achat	\$ US	(92 000)	1,249	2011
Contrats de vente	¥	4 037 660	0,011686	2005

2003	Devise	Montant nominal de référence	Taux de change moyen	Échéance
		(en milliers)		
Contrats de vente	\$ US	65 000	1,314	2004
Contrats d'achat	\$ US	(290 000)	1,314	2004
Contrats de vente	¥	3 160 637	0,012277	2004

Selon le taux de change en vigueur au 31 décembre 2004, la société aurait réalisé une perte de 4,5 millions de dollars (une perte de 4,3 millions de dollars en 2003) si elle avait réglé tous ses engagements prévus dans les contrats de change à terme qui étaient en cours à cette date.

#### Gestion du risque d'intérêt

Pour gérer une partie du risque auquel l'exposent les fluctuations des taux d'intérêt, la société a recours à divers instruments dérivés portant sur de telles fluctuations, comme suit :

- a) Des swaps variable-fixe d'un montant nominal de référence de 370,0 millions de dollars CA, les taux d'intérêt fixes variant de 5,5 % à 7,9 %. Les swaps, qui échoient à diverses dates entre 2005 et 2009, ont un terme moyen pondéré de 2,6 ans jusqu'à l'échéance. Ces instruments dérivés représentent des couvertures des flux de trésorerie qui annulent l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt à court terme sur les paiements d'intérêts et de loyers en ce qui a trait aux facilités de crédit bancaire, aux loyers et aux programmes de titrisation de débiteurs de la société.
- b) Un swap de devises fixe-fixe d'un montant nominal de référence de 75,0 millions de dollars US pour fixer l'équivalent en dollars CA du capital et des intérêts à payer sur les effets échéant en 2010 (note 9 b)). Ce swap gèle l'équivalent en dollars CA du capital à 110,8 millions de dollars et bloque le taux d'intérêt à régler en dollars CA à un taux fixe effectif de 7,7 % sur ces effets pour leur durée complète.
- c) Des swaps de devises fixe-variable d'un montant nominal de référence de 75,0 millions de dollars US pour fixer l'équivalent en dollars CA du capital et des intérêts à payer, et pour convertir le taux d'intérêt en un taux variable sur la tranche de 60,0 millions de dollars US et sur une partie de la tranche de 140,0 millions de dollars US (note 9 a)). Ces swaps fixent l'équivalent en dollars CA du capital à 116,5 millions de dollars sur un total de 75,0 millions de dollars US de ces effets et convertissent effectivement une partie de ces effets en une dette à taux variable portant intérêt au taux des acceptations bancaires de trois mois majoré de 2,5 %. Une tranche de 60,0 millions de dollars US des swaps arrive à échéance en 2007 et une tranche de 15,0 millions de dollars US, en 2009.
- d) Des swaps de devises fixe-fixe d'un montant nominal de référence de 85,0 millions de dollars US pour fixer l'équivalent en dollars CA du capital et des intérêts à payer sur les effets (note 9 c)). Ces swaps gèlent l'équivalent en dollars CA du capital de 114,6 millions de dollars et bloquent le taux d'intérêt à régler en dollars CA à un taux fixe effectif se situant entre 5,6 % et 5,8 %. Ces swaps ont la même échéance que les titres d'emprunt couverts échéant en 2011.
- e) Des swaps de devises fixe-fixe d'un montant nominal de référence de 98,0 millions de dollars US pour fixer l'équivalent en dollars CA du capital et des intérêts à payer sur les effets (note 9 c)). Ces swaps gèlent l'équivalent en dollars CA du capital de 135,3 millions de dollars et bloquent le taux d'intérêt à régler en dollars CA à un taux fixe effectif de 6,0 %. Ces swaps ont la même échéance que les titres d'emprunt couverts échéant en 2014.
- f) Un swap de devises fixe-fixe d'un montant nominal de référence de 2,0 millions de dollars US pour fixer l'équivalent en dollars CA du capital et des intérêts à payer sur les effets échéant en 2016 (note 9 c)). Ce swap gèle l'équivalent en dollars CA du capital de 2,7 millions de dollars et bloque le taux d'intérêt à régler en dollars CA à un taux fixe effectif de 6,1 %. Ce swap arrive à échéance en 2014.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

g) Au cours du deuxième trimestre de 2004, la société a conclu une série de swaps pour couvrir le taux d'intérêt sur son émission de titres d'emprunt prévue pour décembre 2004 (note 9 c)). Parallèlement à l'émission des titres d'emprunt en décembre 2004, la société a mis fin à ces swaps au coût de 16,1 millions de dollars CA. Ce montant a été reporté à titre de composante des frais de financement reportés au poste autres éléments d'actif à long terme (note 6) et il sera amorti dans les intérêts débiteurs sur la durée de la dette couverte (de 7 à 12 ans).

Compte tenu des valeurs marchandes au 31 décembre 2004 des contrats sur taux d'intérêt indiqués ci-dessous, la société aurait subi une perte de 122,2 millions de dollars (64,3 millions de dollars en 2003) à leur résiliation. Du total de la perte, une somme de 78,7 millions de dollars représente la tranche monnaie, tranche qui est constatée dans les autres éléments de passif (note 8). Les valeurs marchandes ont été établies à la lumière des renseignements transmis par les contreparties à ces contrats.

### Gestion du risque lié au prix des denrées

La société utilise divers instruments dérivés pour gérer son exposition aux risques que posent les fluctuations des prix des denrées. Compte tenu des valeurs marchandes, au 31 décembre 2004, la société aurait constaté une perte de 7,8 millions de dollars (un gain de 0,3 million de dollars en 2003) pour résilier ces contrats.

### Juste valeur des actifs et des passifs financiers

La juste valeur des débiteurs, des créditeurs et charges à payer et de la tranche de la dette à long terme échéant à moins de un an se rapproche de leur valeur comptable étant donné leur nature à court terme.

La juste valeur de la dette à long terme constatée aux termes des facilités de la société se rapproche de sa valeur comptable puisqu'elle porte intérêt à des taux qui se rapprochent des taux courants.

### 11. FRAIS DE RESTRUCTURATION

En 2003, la société a constaté des frais de restructuration de 17,7 millions de dollars (11,7 millions de dollars, déduction faite des impôts). De ce montant, une tranche de 7,4 millions de dollars (4,8 millions de dollars, déduction faite des impôts) a été constatée au premier trimestre de 2003 et est liée à la fermeture d'usines et à la restructuration de l'exploitation dans le Groupe des produits de boulangerie. Le solde de 10,3 millions de dollars (6,9 millions de dollars, déduction faite des impôts) a été constaté au troisième trimestre de 2003 et est lié à la fermeture d'usines et à la restructuration de l'exploitation dans plusieurs autres entreprises, principalement à la consolidation des activités des meuneries dans le Canada atlantique et à la réorganisation des activités de transformation de la viande dans cette région.

Du montant de 17,7 millions de dollars, une tranche de 13,7 millions de dollars était liée au congédiement d'employés, aux coûts de retrait des installations et à d'autres frais de restructuration. Des provisions de 13,7 millions de dollars, une tranche de 2,3 millions de dollars a été versée en 2004 (7,6 millions de dollars en 2003).

La société prévoit avoir mené à terme les principales composantes restantes de son plan de restructuration en 2005.

### 12. CAPITAUX PROPRES

Les capitaux propres sont constitués de ce qui suit :

	2004	2003
Capital-actions	731 291 \$	565 048 \$
Bénéfices non répartis	159 129	74 982
Déventures convertibles (note 13)	7 304	96 089
Surplus d'apport	4 944	849
Écart de conversion non matérialisé	2 885	6 219
	905 553 \$	743 187 \$

Le capital-actions autorisé d'Aliments Maple Leaf consiste en un nombre illimité d'actions ordinaires et en un nombre illimité d'actions ordinaires sans droit de vote. Au 31 décembre 2004, il y avait 103 174 627 actions ordinaires avec droit de vote émises et en circulation (91 174 213 en 2003) et 22 000 000 d'actions ordinaires sans droit de vote émises et en circulation (22 000 000 en 2003). Les actions ordinaires sans droit de vote confèrent des droits identiques à ceux des actions ordinaires, hormis qu'elles ne comportent pas d'autres droits de vote que ceux qui sont stipulés dans la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. Chaque action ordinaire sans droit de vote peut être convertie en tout temps, au gré du porteur, en une action ordinaire. Les porteurs d'actions ordinaires sans droit de vote font partie d'une catégorie de vote distincte pour ce qui est des modifications apportées aux statuts de la société, si ces modifications devaient toucher différemment les porteurs d'actions ordinaires sans droit de vote et les porteurs d'actions ordinaires.

Le tableau suivant donne le détail des opérations sur actions avec droit de vote et sans droit de vote qui ont eu lieu au cours de l'exercice :

	Nombre d'actions	Capital-actions
Solde au 31 décembre 2002	112 947 419	562 860 \$
Émises au comptant à la levée d'options (note 14)	413 294	3 118
Actions rachetées aux fins d'annulation <sup>b)</sup>	(186 500)	(930)
Solde au 31 décembre 2003	113 174 213	565 048
Émises au comptant à la levée d'options (note 14)	660 414	6 197
Nouvelles actions émises au comptant <sup>a)</sup>	11 340 000	160 046
Solde au 31 décembre 2004	125 174 627	731 291 \$

a) Le 20 décembre 2004, la société a émis 11,3 millions d'actions ordinaires dans le cadre d'un appel public à l'épargne à 14,55 \$ l'action, pour un produit net de 160,0 millions de dollars (après des frais de 5,0 millions de dollars). McCain Capital Corporation a fait l'acquisition de 5 154 639 actions aux termes de cette émission, portant ainsi sa participation à 33,2 % au 31 décembre 2004.

b) En 2003, la société a racheté, aux fins d'annulation, 186 500 actions ordinaires aux termes d'une offre de rachat ordinaire à un prix moyen d'exercice de 9,81 \$ l'action. L'excédent du prix d'achat sur la valeur comptable des actions a été imputé aux bénéfices non répartis.

Le 7 janvier 2005, certains porteurs de débetures convertibles ont exercé leurs droits de conversion, et la société a émis 763 933 nouvelles actions ordinaires au prix de 15,00 \$ l'action.

### 13. DÉBENTURES CONVERTIBLES

En 1998, la société a émis des débetures subordonnées non garanties convertibles d'une valeur de 91,3 millions de dollars, ce qui lui a valu un produit net de 90,0 millions de dollars, après déduction des frais d'émission. Ces débetures portent intérêt au taux de 6 % et arrivent à échéance le 31 décembre 2005. Elles peuvent être converties, au gré de leurs porteurs, en actions ordinaires de la société au prix de conversion de 15,00 \$ l'action et ce, en tout temps avant l'échéance ou le jour précédant immédiatement la date de remboursement prévue.

À compter du 8 décembre 2004, les débetures étaient remboursables au gré de la société, en tout temps et à leur valeur nominale plus tous les intérêts courus et impayés. La société pouvait, sans qu'aucune restriction ne lui soit imposée, émettre des actions ordinaires pour régler le montant exigible au remboursement ou à l'échéance des débetures ainsi que ses obligations au chapitre des intérêts. C'est pourquoi les débetures convertibles ont été classées dans les capitaux propres à leur émission, ce qui inclut la tranche de 7,3 millions de dollars du produit qui a été attribuée à la valeur de l'option de conversion détenue par leurs porteurs. Les frais financiers, y compris les intérêts représentés par les coupons, ont été classés, sur une base après impôts, à titre de distribution de capitaux propres, et ils ont été pris en compte, à titre de déduction, dans le calcul du bénéfice par action ordinaire.

Le 8 décembre 2004, la société a émis un avis de remboursement du montant total en capital de 91,3 millions de dollars des débetures pour une somme au comptant, à la valeur nominale, plus les intérêts courus, avec une date de remboursement du 7 janvier 2005. Par conséquent, la société n'avait plus l'option de satisfaire au remboursement avec des actions ordinaires. À compter de cette date, la société a donc reclassé 90,0 millions de dollars des débetures convertibles dans la dette à court terme, laissant 7,3 millions de dollars liés à l'option de conversion des porteurs de débetures dans les capitaux propres. Pour la période allant de la date de reclassement au 31 décembre 2004, les frais financiers, y compris les intérêts au taux nominal, ont été reclassés à titre d'intérêts débiteurs.

Le 7 janvier 2005, certains porteurs de débetures ont exercé leurs droits de conversion, et la société a émis 763 933 actions ordinaires, réduisant ainsi le montant total au comptant d'environ 11,5 millions de dollars à payer par la société lors du remboursement. Par conséquent, la société a versé 79,8 millions de dollars pour rembourser les débetures restantes impayées, ce qui a donné lieu à une perte de 1,1 million de dollars lors du remboursement.

### 14. RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS

Conformément au régime incitatif d'achat d'actions d'Aliments Maple Leaf, au 31 décembre 2004, la société peut octroyer à ses employés et aux employés de ses filiales des options sur actions (« options ») visant l'achat d'au plus 12 720 385 actions ordinaires; elle peut également attribuer des unités d'actions à participation restreinte (« unités »), permettant à ses employés de recevoir jusqu'à 2 000 000 d'actions ordinaires. Les options et les unités sont attribuées à l'occasion par le conseil d'administration sur la recommandation du Comité des ressources humaines et de la rémunération. Le conseil d'administration établit les conditions d'acquisition des options, notamment le nombre d'années de service continu requis et d'autres critères rattachés à une mesure du rendement de la société.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

### Options sur actions

Le tableau ci-après présente la situation des régimes d'options d'achat d'actions de la société aux 31 décembre 2004 et 2003 et les changements survenus au cours des exercices terminés à ces dates :

	2004		2003	
	Options en vigueur	Prix de levée moyen pondéré	Options en vigueur	Prix de levée moyen pondéré
En vigueur au début de l'exercice	12 338 995	11,83 \$	10 853 467	12,13 \$
Nombre levé	(660 414)	9,38	(413 294)	7,55
Nombre attribué	1 416 600	13,09	2 742 000	10,34
Nombre échu et annulé	(701 727)	13,34	(843 178)	12,99
En vigueur à la fin de l'exercice	12 393 454	12,02	12 338 995	11,83
Options pouvant être levées	6 939 243	11,84 \$	4 756 886	11,91 \$

Toutes les options d'achat d'actions en vigueur deviennent acquises et peuvent commencer à être levées au cours d'une période ne dépassant pas six ans à compter de la date de leur octroi (acquisition en fonction du temps) et/ou à la réalisation d'objectifs de rendement précis (établis en fonction du taux de rendement de l'actif net, du bénéfice, du cours de l'action ou du rendement de l'ensemble des actions par rapport à un indice). La durée des options varie de sept à dix ans.

Le tableau suivant indique le nombre d'options d'achat d'actions en vigueur au 31 décembre 2004 et fournit des détails sur les conditions relatives à l'acquisition en fonction du temps ou du rendement :

Fourchette des prix de levée	Options en vigueur			Options disponibles pour levée immédiate		Options – acquisition en fonction du temps		Options – acquisition en fonction du rendement	
	Nombre en vigueur	Prix de levée moyen pondéré	Durée résiduelle moyenne pondérée (en années)	Nombre pouvant être levé	Prix de levée moyen pondéré	Nombre en vigueur	Prix de levée moyen pondéré	Nombre en vigueur	Prix de levée moyen pondéré
De 5,26 \$ à 9,12 \$	1 417 144	9,02 \$	2,6	1 417 144	9,02 \$	—	— \$	—	— \$
De 10,00 \$ à 10,60 \$	2 640 500	10,31	5,5	869 100	10,29	—	—	1 771 400	10,33
De 10,73 \$ à 12,52 \$	3 747 069	11,51	2,9	2 820 608	11,64	757 261	11,11	169 200	10,97
De 12,57 \$ à 14,74 \$	4 095 356	13,96	4,8	1 340 806	14,12	293 500	13,07	2 461 050	13,97
De 15,01 \$ à 18,47 \$	493 385	17,58	0,6	491 585	17,57	1 800	18,47	—	—
De 5,26 \$ à 18,47 \$	12 393 454	12,02 \$	4,0	6 939 243	11,84 \$	1 052 561	11,67 \$	4 401 650	12,39 \$

En 2004, la société a octroyé 1 416 600 options d'achat d'actions (2 742 000 en 2003) à un prix moyen pondéré de levée de 13,09 \$ l'action (10,34 \$ en 2003). La juste valeur du total des options attribuées a été déterminée à l'aide du modèle d'évaluation du prix des options de Black et Scholes à l'aide des hypothèses moyennes pondérées suivantes :

	2004	2003
Durée de vie prévue des options	4,2 ans	4,2 ans
Taux d'intérêt sans risque	3,9 %	4,2 %
Volatilité annuelle prévue	33,4 %	35,8 %
Rendement des actions	1,2 %	1,6 %

La juste valeur estimative des options attribuées au cours de l'exercice s'élève à 4,5 millions de dollars (5,8 millions de dollars en 2003). Cette valeur est amortie par imputation aux résultats au cours de la période d'acquisition des options en question. L'amortissement de la juste valeur des options sur actions en 2004 s'élevait à 3,4 millions de dollars (0,8 million de dollars en 2003) et il est constaté dans le surplus d'apport.

### Unités d'actions à participation restreinte

En 2004, la société a attribué 789 000 unités d'actions à participation restreinte à ses employés aux termes de son régime incitatif d'achat d'actions. Chaque unité permet au porteur de recevoir une action ordinaire non émise de la société à des dates futures précises. L'émission de ces actions ordinaires dépend de la réalisation de certains objectifs précis de rendement par rapport à un indice nord-américain d'actions du secteur de l'alimentation et de l'emploi continu auprès de la société.

Toutes les unités d'actions à participation restreinte sont acquises sur une période d'au moins trois ans et d'au plus cinq ans (période d'acquisition) à partir de la date d'attribution et à la réalisation de certains objectifs précis de rendement des prix des actions (rendement total des actions par rapport à un indice).

Le tableau suivant présente un sommaire de l'état du régime d'unités d'actions à participation restreinte de la société au 31 décembre 2004 et les variations qui ont eu lieu au cours de l'exercice :

	2004	
	Unités d'actions à participation restreinte en vigueur	Prix moyen pondéré à l'attribution
En vigueur au début de l'exercice	— \$	— \$
Exercées	—	—
Attribuées	789 000	12,73
Échues et annulées	(5 875)	12,71
En vigueur à la fin de l'exercice	783 125 \$	12,73 \$

La juste valeur des unités d'actions à participation restreinte à la date d'attribution s'est élevée à 7,7 millions de dollars, montant qui est amorti par imputation aux résultats, proportionnellement, sur la période d'acquisition des unités connexes. L'amortissement de la juste valeur des unités en 2004 s'élevait à 0,7 million de dollars (néant en 2003).

La juste valeur du total des unités d'actions à participation restreinte attribuées au cours de l'exercice est déterminée à l'aide du calcul de la valeur actuelle, qui tient compte d'un taux d'extinction prévu, en fonction des hypothèses moyennes pondérées suivantes :

	2004
Durée de vie prévue des unités	3,3 ans
Taux d'extinction	23,1 %
Taux d'actualisation	4,0 %
Taux de rendement actualisé des actions	1,3 %
Durée moyenne pondérée restante	4,7 ans

### Incidence pro forma sur les actions

En 2003, la société a décidé d'adopter prospectivement les règles comptables à l'égard des « rémunérations et autres paiements à base d'actions » pour les attributions consenties ou modifiées après le 1<sup>er</sup> janvier 2003. En 2002, la société a octroyé 2 503 500 options d'achat d'actions à un prix moyen pondéré de 14,36 \$ l'action. L'incidence de ces attributions d'options d'achat d'actions, si elles avaient été imputées aux résultats au cours de l'exercice sur la base de la juste valeur, aurait constitué une charge de 3,4 millions de dollars (3,5 millions de dollars en 2003) ainsi qu'une moins-value connexe de 0,03 \$ du bénéfice de base et du bénéfice dilué par action ordinaire (0,03 \$ en 2003).

## Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

### 15. BÉNÉFICE PAR ACTION

Le tableau suivant indique le calcul du bénéfice de base et du bénéfice dilué par action :

	2004	2003
<b>Numérateur</b>		
Bénéfice net	106 759 \$	35 068 \$
Charge au titre des débetures convertibles comprise dans les capitaux propres (note 13)	(4 476)	(4 851)
<b>Bénéfice attribuable aux porteurs d'actions ordinaires – de base</b>	<b>102 283 \$</b>	<b>30 217 \$</b>
Incidence sur les résultats des titres dilutifs		
Dette convertible ii)	4 882	—
<b>Bénéfice attribuable aux porteurs d'actions ordinaires – dilué</b>	<b>107 165 \$</b>	<b>30 217 \$</b>
<b>Dénominateur</b>		
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en millions)	113,623	113,064
Incidence des titres dilutifs (en millions)		
Options d'achat d'actions des salariés i)	1,095	0,226
Dette convertible ii)	6,087	—
<b>Nombre moyen pondéré d'actions – dilué (en millions)</b>	<b>120,805</b>	<b>113,290</b>

i) Compte non tenu de l'incidence de 12,1 millions d'options et d'unités d'actions à participation restreinte (5,2 millions en 2003) permettant de faire l'acquisition d'actions ordinaires qui ont un effet antidilutif.

ii) Pour 2003, la dette convertible a un effet d'antidilution.

	2004	2003
<b>Bénéfice par action</b>		
De base	0,90 \$	0,27 \$
Dilué	0,89	0,27

### 16. AUTRES PRODUITS (CHARGES)

	2004	2003
Quote-part du bénéfice des sociétés associées	985 \$	51 \$
Gain (perte) à la vente de biens-fonds et de matériel	892	(142)
Revenu de location	458	337
Gain à la vente de placements, montant net	417	362
Dividendes reçus	144	39
Frais liés à la réorganisation des activités de boulangerie	—	(1 832)
Perte sur les activités immobilières	(246)	(192)
	<b>2 650 \$</b>	<b>(1 377) \$</b>

### 17. INTÉRÊTS DÉBITEURS

	2004	2003
Intérêts débiteurs sur la dette à long terme	74 906 \$	62 896 \$
Autres intérêts débiteurs nets	8 572	5 473
	<b>83 478 \$</b>	<b>68 369 \$</b>

## 18. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

La charge d'impôts est différente du montant qui serait obtenu en appliquant le taux réglementaire combiné des impôts fédéral et provinciaux, en raison de ce qui suit :

	2004	2003
Charge d'impôts selon le taux réglementaire combiné de 35,1 % (37,3 % en 2003)	61 579 \$	24 251 \$
Augmentation (diminution) des impôts sur les bénéfices imputable aux éléments suivants :		
Rajustement des passifs d'impôts futurs nets liés à la modification des lois fiscales et des taux d'imposition	(136)	156
Taux d'imposition différents des filiales étrangères	(4 320)	(4 543)
Crédit d'impôt pour bénéfices de fabrication et de transformation	(2 177)	(2 035)
Gains non imposables	(1 118)	(2 313)
Charge au titre des options d'achat d'actions	1 423	293
Impôts sur les dividendes de source étrangère	—	1 253
Quote-part du bénéfice des sociétés associées	(1 751)	220
Dividendes non imposables	(58)	—
Impôt des grandes sociétés	1 599	1 883
Autres	3 821	3 714
	58 862 \$	22 879 \$

L'incidence fiscale d'écarts temporaires qui donnent lieu à une partie importante des actifs et des passifs d'impôts futurs aux 31 décembre se présente comme suit :

	2004	2003
Actif d'impôts futurs		
Report prospectif des pertes autres qu'en capital	114 479 \$	97 989 \$
Charges à payer	24 686	19 425
Impôts sur le transfert d'actifs entre filiales	19 089	21 017
Autres	2 491	914
	160 745 \$	139 345 \$

	2004	2003
Passif d'impôts futurs		
Biens-fonds et matériel	81 557 \$	84 173 \$
Activités agricoles utilisant la comptabilité de caisse	13 472	10 044
Placements dans des sociétés associées	1 135	1 129
Actif net des régimes	42 140	53 655
Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels	17 688	4 183
Autres	3 736	2 628
	159 728 \$	155 812 \$

Classés dans les états financiers consolidés à titre de		
Actif d'impôts futurs à court terme	6 708 \$	4 854 \$
Actif d'impôts futurs à long terme	26 976	29 906
Passif d'impôts futurs à court terme	(3 461)	(830)
Passif d'impôts futurs à long terme	(29 207)	(50 397)
Passif d'impôts futurs net	1 016 \$	(16 467) \$

## Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

### 19. RÉGIMES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI

Le tableau ci-dessous présente un sommaire des données sur les régimes de retraite à prestations déterminées de la société aux 31 décembre :

	Avantages postérieurs à l'emploi	Régime de retraite d'Aliments Schneider	Régime de retraite – Autre	2004	2003
<b>Obligation au titre des prestations constituées</b>					
Solde au début de l'exercice	6 495 \$	— \$	501 723 \$	508 668 \$	642 556 \$
Ajout des régimes d'Aliments Schneider (note 21)	49 631	414 810	—	464 441	—
Reclassement des régimes d'avantages postérieurs à la retraite d'Aliments Maple Leaf et de Pain Canada	—	—	—	—	6 945
Coût des services rendus au cours de l'exercice	774	1 798	13 768	16 340	9 812
Intérêts débiteurs	2 120	17 502	29 608	49 230	32 520
Prestations versées	(2 003)	(16 038)	(40 510)	(58 551)	(37 550)
Pertes actuarielles (gains actuariels)	—	—	28 175	28 175	(10 712)
Cotisations versées par les salariés	—	648	4 249	4 897	3 644
Achat de rentes et transferts au comptant pour le Régime 100	—	—	—	—	(138 547)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<b>57 467 \$</b>	<b>418 720 \$</b>	<b>537 013 \$</b>	<b>1 013 200 \$</b>	<b>508 668 \$</b>
<b>Actifs des régimes</b>					
Juste valeur au début de l'exercice	— \$	— \$	792 618 \$	792 618 \$	917 727 \$
Ajout des régimes d'Aliments Schneider (note 21)	—	338 817	—	338 817	—
Rendement réel des actifs des régimes	—	16 908	89 231	106 139	101 868
Cotisations patronales	2 003	12 903	3 540	18 446	3 450
Cotisations des salariés	—	648	4 249	4 897	3 644
Prestations versées	(2 003)	(16 038)	(40 510)	(58 551)	(37 550)
Actif viré au régime à cotisations déterminées de la société	—	—	(18 100)	(18 100)	(8 491)
Achat de rentes et transferts au comptant pour le Régime 100	—	—	—	—	(138 547)
Distributions à partir de l'excédent versées aux bénéficiaires du Régime 100	—	—	—	—	(22 232)
Distributions à partir de l'excédent versées à Les Aliments Maple Leaf Inc.	—	—	—	—	(27 251)
<b>Juste valeur à la fin de l'exercice</b>	<b>— \$</b>	<b>353 238 \$</b>	<b>831 028 \$</b>	<b>1 184 266 \$</b>	<b>792 618 \$</b>
<b>Situation de capitalisation –</b>					
excédent (déficit)	(57 467) \$	(65 482) \$	294 015 \$	171 066 \$	283 950 \$
Solde transitoire non amorti	—	—	(189 067)	(189 067)	(208 914)
Pertes actuarielles non amorties	—	1 836	75 447	77 283	73 630
Coût des services passés non amorti	—	—	1 124	1 124	1 220
<b>Actif (passif) au titre des prestations constituées</b>	<b>(57 467) \$</b>	<b>(63 646) \$</b>	<b>181 519 \$</b>	<b>60 406 \$</b>	<b>149 886 \$</b>

En 2002, le Surintendant des services financiers de l'Ontario a donné son approbation réglementaire finale à l'égard d'une entente de partage de l'excédent conclue entre la société et les bénéficiaires du Régime 100, un régime de retraite à prestations déterminées établi pour les employés à salaire horaire de certaines entreprises de transformation de viande de la société au Canada. Grâce à cette approbation, la société a pu entreprendre de régler les obligations et octroyer l'excédent en vertu des lois applicables. Au cours du quatrième trimestre de 2002, la société a réglé une partie des obligations au titre du Régime 100 au moyen de l'achat de rentes d'une somme de 29,0 millions de dollars, et elle a constaté un gain de règlement avant les impôts de 8,6 millions de dollars compris dans l'amortissement et le report, montant net. En 2003, par suite d'approbations supplémentaires relativement aux paiements accordés aux bénéficiaires québécois, la société a réglé le reste des obligations en cours du Régime 100 au moyen de l'acquisition de rentes et elle a constaté un gain de règlement avant les impôts de 9,5 millions de dollars par suite des paiements à d'autres bénéficiaires du Régime 100 au cours de l'exercice. La société a reçu 27,3 millions de dollars relativement à la liquidation du régime en 2003.

Les montants constatés dans les bilans consolidés sont les suivants :

	2004	2003
Éléments d'actif à long terme	182 902 \$	156 831 \$
Éléments de passif à long terme	122 496	6 945

Charge (revenu) au titre des prestations de retraite :

	2004	2003
Coût des services rendus au cours de l'exercice – régime de retraite à prestations déterminées	15 566 \$	9 812 \$
Coût des services rendus au cours de l'exercice – régime de retraite à cotisations déterminées	18 100	8 491
Intérêts débiteurs	47 110	32 520
Rendement réel des actifs des régimes	(106 415)	(100 263)
Montant selon lequel le rendement réel des actifs des régimes est plus élevé (moins élevé) que prévu	31 348	46 727
Versements en excédent aux employés	—	22 252
Pertes (gains actuariels constatés) actuarielles constatées	30 064	(4 856)
Écart entre les pertes (gains réels) réelles et les pertes (gains actuariels) actuarielles constatées (constatés) au cours de l'exercice	(31 325)	20 851
Amortissement de l'obligation transitoire	(18 580)	(61 680)
Amortissement du coût des prestations au titre des services passés	96	96
Revenu net au titre des régimes d'avantages sociaux	(14 036) \$	(26 050) \$

Les principales hypothèses actuarielles retenues par la société pour évaluer ses obligations au titre des prestations constituées sont les suivantes :

	2004	2003
Taux d'actualisation utilisé pour calculer la charge nette au titre des régimes d'avantages sociaux <sup>i)</sup>	6,00 %	6,50 %
Taux d'actualisation utilisé pour calculer l'obligation au titre des prestations à la fin de l'exercice	5,75 %	6,00 %
Taux de rendement prévu des actifs des régimes, à long terme	7,50 %	7,50 %
Taux de croissance de la rémunération	4,00 %	4,00 %

i) Les régimes d'Aliments Schneider ont utilisé un taux de 5,75 % pour 2004.

Charge au titre des autres avantages postérieurs à l'emploi :

	2004	2003
Coût des services rendus au cours de l'exercice	774 \$	390 \$
Intérêts débiteurs	2 120	—
	2 894 \$	390 \$

Incidence d'une variation de 1 % dans l'évolution du coût des soins de santé :

	Augmentation de 1 %	Diminution de 1 %
Incidence de l'obligation à la fin de l'exercice	2 286 \$	(2 846) \$
Total du coût des services rendus au cours de l'exercice et des intérêts débiteurs pour 2004	140	(159)

## Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Dates de mesure des obligations et des charges (revenus) découlant des régimes de retraite à prestations déterminés :

	Régimes d'Aliments Maple Leaf	Régimes d'Aliments Schneider
Charges de 2004	31 décembre 2003	5 avril 2004
Bilan	31 décembre 2004	31 décembre 2004

Les actifs des régimes ont été investis dans les catégories suivantes d'actifs aux 31 décembre 2004 et 2003 :

	2004	2003
Titres de participation	70 %	72 %
Titres d'emprunt	30 %	28 %
	100 %	100 %

### 20. INVESTISSEMENT DANS PAIN CANADA COMPAGNIE, LIMITÉE (« PAIN CANADA »)

En 2004, la société a fait l'acquisition de 490 400 actions (6 887 800 en 2003) de Pain Canada pour 18,9 millions de dollars (180,8 millions de dollars en 2003), faisant passer ainsi la participation d'Aliments Maple Leaf à 86,6 %.

En 2003, la répartition provisoire du prix d'acquisition liée aux opérations a donné lieu à un écart d'acquisition de 43,8 millions de dollars. En 2004, la société a arrêté la comptabilisation de l'acquisition d'actions comme suit :

Biens-fonds et matériel	2 848 \$
Écarts d'acquisition	4 752
Autres éléments incorporels	4 019
Impôts futurs	(1 547)
Part des actionnaires sans contrôle	8 837
<b>Total du prix d'achat</b>	<b>18 909 \$</b>

Par la suite, en janvier 2005, la société a fait l'acquisition de 66 900 actions supplémentaires pour 2,7 millions de dollars, faisant passer sa participation à 86,9 %.

### 21. ACQUISITIONS ET DÉINVESTISSEMENTS

Le 5 avril 2004, la société a fait l'acquisition d'Aliments Schneider en contrepartie de 376,7 millions de dollars, y compris les frais de l'opération de 8,1 millions de dollars et la prise en charge de la dette d'Aliments Schneider.

Au 31 décembre 2004, la répartition d'un prix d'achat provisoire (y compris la répartition de la juste valeur aux actifs incorporels, à certaines immobilisations, aux créances légales, à la dette à long terme, aux prestations de retraite, aux avantages postérieurs à la retraite et aux impôts et taxes) a été effectuée. La société n'a pas encore achevé ses plans de restructuration et d'intégration des entreprises acquises, qui une fois terminés, donneront lieu à des frais de restructuration supplémentaires et à une augmentation connexe des écarts d'acquisition. Par conséquent, la répartition du prix d'acquisition aux actifs et aux passifs acquis peut changer. Les écarts d'acquisition découlant de l'opération susmentionnée sont compris dans le total de l'actif du Groupe des produits de la viande.

En 2002, la société a fait l'acquisition d'Olafson's Baking Company Inc. de Delta, en Colombie-Britannique, fabricant de produits de boulangerie frais à valeur ajoutée. Le prix d'acquisition total de 20,6 millions de dollars comprend une somme de 9,1 millions de dollars représentant la contrepartie conditionnelle, qui a été réglée. Le paiement final de contrepartie conditionnelle d'une somme de 5,9 millions de dollars a été effectué en 2004.

En juillet 2003, Pain Canada a fait l'acquisition des actifs d'un fabricant de gaufres établi à Richmond Hill, en Ontario, pour 6,2 millions de dollars.

Le tableau ci-dessous présente des renseignements au sujet des éléments d'actif nets acquis et des rajustements au prix d'achat effectués en 2004 et en 2003 :

	Aliments Schneider	Autres	2004	2003
Fonds de roulement (insuffisance), montant net	79 590 \$	(304) \$	79 286 \$	(9 915) \$
Placements	21 191	—	21 191	56
Biens-fonds et matériel	152 604	—	152 604	(2 524)
Autres actifs	7 689	—	7 689	—
Écarts d'acquisition	291 402	1 976	293 378	17 162
Autres actifs incorporels	72 480	—	72 480	—
Dette à long terme	(146 691)	—	(146 691)	—
Impôts futurs	27 014	—	27 014	2 985
Passif découlant des régimes de retraite	(75 993)	—	(75 993)	—
Passif découlant des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	(49 631)	—	(49 631)	—
Autres éléments de passif à long terme	(1 255)	—	(1 255)	—
Part des actionnaires sans contrôle	(1 737)	—	(1 737)	(762)
Coût d'acquisition total	376 663	1 672	378 335	7 002
Contrepartie				
Encaisse	376 663	6 003	382 666	7 002
Créditeurs et charges à payer	—	4 331	4 331	—
	376 663 \$	1 672 \$	378 335 \$	7 002 \$

## 22. ÉVENTUALITÉS ET ENGAGEMENTS

a) En 1999, la société a conclu des contrats, y compris une convention de vente conditionnelle, en vue de financer 130,0 millions de dollars du coût de construction d'une nouvelle usine de transformation du porc à Brandon, au Manitoba. La société détient une option aux termes de laquelle elle pourra acquérir l'usine en 2006 en contrepartie de 78,0 millions de dollars ou rendre l'usine au vendeur. Les obligations aux termes de la convention ont été constatées comme s'il s'agissait d'un contrat de location-exploitation (note 22 d)). Les obligations aux termes des contrats totalisent 100,8 millions de dollars au 31 décembre 2004 (113,8 millions de dollars en 2003). L'usine de transformation de Brandon, qui est actuellement comptabilisée à titre de contrat de location-exploitation, devra être comptabilisée comme un actif de la société, ainsi que ses obligations connexes, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005, aux termes de la note d'orientation concernant la comptabilité NOC-15, « Consolidation des entités à détenteurs de droits variables ».

b) La société est partie défenderesse dans plusieurs poursuites et fait face à divers risques et éventualités qui surviennent dans le cours normal des affaires. De l'avis de la direction, l'aboutissement de ces incertitudes n'aura pas d'incidence préjudiciable importante sur la situation financière de la société.

c) Dans le cours normal des affaires, la société et ses filiales prennent des engagements de vente auprès de clients et des engagements d'achat auprès de fournisseurs. Ces engagements ont des durées variables et peuvent stipuler des prix fixes ou flottants. Aux termes de certains contrats, la société peut faire l'acquisition, à la juste valeur, et les fournisseurs peuvent revendre certains actifs à la société, actifs qui ont une juste valeur estimative de 16 millions de dollars. La société estime que de telles ententes permettent d'atténuer les risques et ne prévoit pas qu'elles entraîneront des pertes.

d) La société a des obligations découlant de contrats de location-exploitation et d'autres obligations, y compris celles aux termes des contrats mentionnés à la note 22 a) visant des biens-fonds et du matériel qu'elle utilise dans le cadre de ses activités. Les paiements annuels minimums qu'elle doit faire en vertu de ces obligations sont les suivants :

2005	57 628 \$
2006	118 154
2007	22 052
2008	15 577
2009	11 726
Par la suite	54 331
	279 468 \$

## Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

### 23. INFORMATION SECTORIELLE

Les activités de la société sont classées en trois principaux secteurs d'activité, lesquels ont été utilisés aux fins de la présentation de l'information sectorielle à fournir, pour tous les exercices présentés :

- a) Le Groupe des produits de la viande comprend les entreprises de transformation de la viande et les activités connexes, notamment les entreprises de transformation du porc frais et de la volaille et de production de viandes préparées, ainsi que les activités de commerce international de denrées alimentaires.
- b) Le Groupe agro-alimentaire comprend les entreprises de préparation d'aliments pour le bétail et les animaux de compagnie, une entreprise de récupération de sous-produits animaux, des fermes d'élevage de porc et des fermes d'élevage de volaille et de production d'œufs à couver.
- c) Le Groupe des produits de boulangerie comprend la participation de 86,6 % d'Aliments Maple Leaf dans la société Pain Canada Compagnie, Limitée, producteur de produits de boulangerie précuits frais et congelés ainsi que de pâtes et de sauces fraîches.

(en millions de dollars canadiens)	2004	2003
<b>Ventes aux clients</b>		
Groupe des produits de la viande	4 127,3 \$	2 869,9 \$
Groupe agro-alimentaire	924,9	918,8
Groupe des produits de boulangerie	1 312,8	1 253,2
	<b>6 365,0 \$</b>	<b>5 041,9 \$</b>
<b>Bénéfice d'exploitation, avant les frais de restructuration <sup>1)</sup></b>		
Groupe des produits de la viande	68,5 \$	24,3 \$
Groupe agro-alimentaire	98,7	69,9
Groupe des produits de boulangerie	89,2	58,2
	<b>256,4 \$</b>	<b>152,4 \$</b>
<b>Dépenses en immobilisations</b>		
Groupe des produits de la viande	51,8 \$	36,8 \$
Groupe agro-alimentaire	34,9	31,0
Groupe des produits de boulangerie	70,1	64,8
	<b>156,8 \$</b>	<b>132,6 \$</b>
<b>Amortissement</b>		
Groupe des produits de la viande	60,8 \$	41,7 \$
Groupe agro-alimentaire	21,3	18,8
Groupe des produits de boulangerie	43,4	40,7
	<b>125,5 \$</b>	<b>101,2 \$</b>
<b>Total de l'actif</b>		
Groupe des produits de la viande	1 452,1 \$	666,5 \$
Groupe agro-alimentaire	597,8	555,7
Groupe des produits de boulangerie	702,1	716,5
Éléments d'actif non attribués	269,7	210,0
	<b>3 021,7 \$</b>	<b>2 148,7 \$</b>

i) Avant 2004, la société inscrivait le coût des contrats de production conclus avec les producteurs de porc au poste du Groupe des produits de la viande. La direction a décidé qu'il était plus approprié de constater ce coût dans les résultats d'exploitation du Groupe agro-alimentaire. Par conséquent, le bénéfice d'exploitation sectoriel avant les frais de restructuration pour 2003 a été retraité pour refléter ce changement dans la présentation et pour pouvoir comparer les données à celles de 2004.

Le bénéfice d'exploitation du Groupe agro-alimentaire comprend la quote-part revenant à la société du bénéfice tiré de la participation de la société comptabilisée selon la méthode à la valeur de consolidation, dans les placements liés au porc, quote-part qui se traduit pour l'exercice par un gain de 5,3 millions de dollars (une perte de 1,7 million de dollars en 2003).

Au cours de l'exercice, le total des ventes aux clients à l'extérieur du Canada s'est élevé à 1 840,3 millions de dollars (1 773,4 millions de dollars en 2003), dont une tranche de 962,2 millions de dollars (883,5 millions de dollars en 2003) représente des ventes à des clients aux États-Unis.

# Gouvernance d'entreprise et conseil d'administration

## GOVERNANCE D'ENTREPRISE

Le conseil d'administration, les actionnaires importants et la direction de la société reconnaissent la grande importance d'adopter des pratiques adéquates en matière de gouvernance d'entreprise afin d'assurer que les affaires de la société soient menées dans son meilleur intérêt et celui de tous ses actionnaires. Les intérêts des autres parties concernées sont respectés. La politique du conseil d'administration en matière de gouvernance d'entreprise consiste à se conformer aux meilleures pratiques du secteur et à s'efforcer de respecter, dans la mesure du possible, les lignes directrices du Comité de la Bourse de Toronto formé pour évaluer la gouvernance d'entreprise (les « lignes directrices du TSX »).

### Conformité aux lignes directrices du TSX

La société observe toutes les lignes directrices du TSX sauf une. La responsabilité des nominations au conseil est assujettie à une entente avec les deux principaux actionnaires de la société. À moins d'une décision conjointe de McCain Capital Corporation (« MCC ») et du Conseil du Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario (« CRREEO »), le conseil doit regrouper les membres suivants : le chef de la direction, deux membres nommés par le CRREEO, trois membres nommés par MCC et sept administrateurs indépendants recommandés par MCC et approuvés par le CRREEO. En principe, la ligne directrice du TSX recommandant que la nomination des administrateurs soit effectuée par un comité de nomination composé exclusivement d'administrateurs non reliés n'a pas été respectée. En termes pratiques, les actionnaires ont accepté les recommandations du Comité de gouvernance d'entreprise à l'égard des nominations. Le Comité de gouvernance d'entreprise considère la participation dans ce processus de deux actionnaires importants d'expérience comme étant bénéfique pour la bonne gouvernance de la société.

### Composition du conseil d'administration

Le conseil d'administration est composé de 13 membres. Le conseil est d'avis qu'au moins huit d'entre eux n'ont pas d'intérêts dans la société ou ses principaux actionnaires, MCC et le CRREEO, et qu'ils n'ont pas de liens avec eux. Le conseil est également parvenu à la conclusion que 10 de ses administrateurs sont « non reliés » au sens des lignes directrices du TSX.

La circulaire de sollicitation de procurations par la direction en vue de l'assemblée annuelle des actionnaires qui se tiendra le 28 avril 2005 comporte une analyse plus complète des questions de gouvernance d'entreprise.

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

### Purdy Crawford, O.C.

*Conseiller juridique, Osler, Hoskin & Harcourt  
(cabinet d'avocats)*

M. Crawford, 73 ans, est administrateur d'un certain nombre de sociétés au Canada et aux États-Unis. Jusqu'en février 2000, il était président externe du conseil d'administration d'Imasco Limitée et de Services Financiers CT Inc. M. Crawford est Officier de l'Ordre du Canada et membre du Temple de la renommée de l'entreprise canadienne.

Administrateur depuis : 1995

### Jean-Claude Delorme, O.C., O.N.Q.

*Administrateur de sociétés et consultant*

M. Delorme, 70 ans, a siégé au conseil d'administration d'un certain nombre d'entreprises canadiennes et internationales. Jusqu'en 1995, il était président du conseil et chef de la direction de la Caisse de dépôt et placement du Québec. M. Delorme est Officier de l'Ordre du Canada et de l'Ordre National du Québec.

Administrateur depuis : 1995

### Jeffrey Gandz

*Professeur, directeur général – conception de programmes, Richard Ivey School of Business, Université Western Ontario*

M. Gandz, 60 ans, a agi comme consultant auprès d'un grand nombre de sociétés canadiennes et multinationales et de ministères canadiens et il est l'auteur de plusieurs livres, d'articles et de rapports officiels portant sur une variété de sujets, y compris le leadership et l'efficacité organisationnelle.

Administrateur depuis : 1999

### James F. Hankinson

*Administrateur de sociétés*

M. Hankinson, 61 ans, est administrateur de plusieurs sociétés canadiennes. En 2000, il a quitté le poste de président et chef de la direction de la Société d'énergie du Nouveau-Brunswick. Il a été président et chef de l'exploitation de Canadien Pacifique Limitée jusqu'en 1995.

Administrateur depuis : 1995

### Robert W. Hiller

*Administrateur de sociétés*

M. Hiller, 68 ans, a agi à titre d'administrateur et de haut dirigeant d'un certain nombre d'importantes multinationales de l'alimentation aux États-Unis et au Canada. Jusqu'en 1991, il a occupé les fonctions de vice-président principal et de chef des finances de la société Les soupes Campbell Ltée.

Administrateur depuis : 1995

## Conseil d'administration (suite)

### **Chaviva M. Hosek**

*Présidente et chef de la direction  
Institut canadien des recherches avancées (institut de recherche)*

Mme Hosek, 58 ans, a reçu son doctorat de l'Université Harvard en 1973. De 1993 à 2000, Mme Hosek a occupé le poste de directrice, Politiques et recherches, au sein du Cabinet du Premier ministre. Elle a également été ministre du Logement pendant un mandat auprès du gouvernement de la province d'Ontario, ainsi qu'universitaire, pour une période de 13 ans, à l'Université de Toronto. Mme Hosek est administratrice d'INCO Limitée.

Administratrice depuis : 2002

### **Donald E. Loadman**

*Administrateur de sociétés et conseiller en affaires*

M. Loadman compte des états de service au Canada et aux États-Unis auprès de trois multinationales de l'alimentation et des produits emballés. Jusqu'en 1991, M. Loadman a été président du conseil de Pillsbury International. M. Loadman, 72 ans, habite en Californie. Jusqu'en 1996, il a été président du conseil de Les Aliments Ault limitée.

Administrateur depuis : 1995

### **G. Wallace F. McCain, O.C.**

*Président du conseil d'administration, Les Aliments Maple Leaf Inc.*

M. McCain, 74 ans, a été nommé président du conseil après l'acquisition de la société, en avril 1995. Il a été le cofondateur, en 1956, de McCain Foods Limited, qui est devenue l'une des sociétés d'aliments congelés les plus importantes du monde. Il a occupé les fonctions de président et de cochef de la direction de McCain Foods Limited jusqu'en 1994, et il en est actuellement vice-président du conseil; il est également administrateur d'autres sociétés associées du groupe McCain Foods. M. McCain est Officier de l'Ordre du Canada.

Administrateur depuis : 1995

### **J. Scott McCain**

*Président et chef de l'exploitation, le Groupe agro-alimentaire,  
Les Aliments Maple Leaf Inc.*

Avant de se joindre à la société Les Aliments Maple Leaf Inc., en avril 1995, M. McCain était vice-président, Production, de McCain Foods Limited au Canada, société à laquelle il s'était joint en 1978 et où il a, peu à peu, occupé des postes supérieurs dans la fabrication et les activités. Il est administrateur de Pain Canada, Compagnie Limitée et de McCain Capital Corporation. M. McCain, 48 ans, est administrateur de McCain Foods Group.

Administrateur depuis : 1995

### **Michael H. McCain**

*Président et chef de la direction,  
Les Aliments Maple Leaf Inc.*

M. McCain, 46 ans, s'est joint à la société Les Aliments Maple Leaf Inc. en avril 1995, après 16 années de service auprès de McCain Foods Limited au Canada et aux États-Unis. Avant son départ de cette dernière société, en mars 1995, il occupait les fonctions de président et chef de la direction de McCain Foods USA Inc. Il est administrateur de Pain Canada, Compagnie Limitée, de McCain Foods Group et ancien administrateur du American Frozen Foods Institute. M. McCain siège au conseil d'administration du Hospital for Sick Children, de Toronto.

Administrateur depuis : 1995

### **J. Edward Newall, O.C.**

*Président du conseil, Newall & Associates (société d'experts-conseils)*

M. Newall, 69 ans, est également président du conseil et administrateur de NOVA Chemicals Corporation, président du conseil et administrateur de Canadien Pacifique Limitée et président du conseil et administrateur de Novelis Inc. En 1998, M. Newall a quitté son poste de vice-président du conseil et chef de la direction de NOVA Corporation. Il était administrateur d'Alcan Inc. jusqu'en décembre 2004 et de RBC Groupe Financier jusqu'en janvier 2005. M. Newall est Officier de l'Ordre du Canada.

Administrateur depuis : 1997

### **Gordon R. Ritchie**

*Directeur, Affaires publiques, Hill & Knowlton Canada  
(société de relations gouvernementales et publiques)*

M. Ritchie, 61 ans, est également chef de la direction de Strategico Inc. et administrateur d'un certain nombre de sociétés canadiennes influentes. Il a consacré 22 ans de services distingués à la fonction publique. À titre d'ambassadeur des négociations commerciales, M. Ritchie a été l'un des principaux artisans de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis.

Administrateur depuis : 1995

### **Robert T. Stewart**

*Administrateur de sociétés*

M. Stewart, 72 ans, est administrateur d'un certain nombre de grandes sociétés nord-américaines œuvrant dans divers secteurs. Au terme d'une carrière de 40 ans auprès de la société Les Papiers Scott Ltée, il a quitté son poste de président du conseil et de chef de la direction en 1995, pour prendre sa retraite.

Administrateur depuis : 1995

Note : l'âge des membres du conseil d'administration est valide au mois de mars 2005.

## Haute direction et dirigeants

### COMITÉS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

#### Comité de vérification

R.W. Hiller, président  
J.F. Hankinson  
D.E. Loadman  
J.E. Newall  
G.R. Ritchie

#### Comité de gouvernance d'entreprise

P. Crawford, président  
J.-C. Delorme  
J. Gandz  
D.E. Loadman  
R.T. Stewart

#### Comité de l'environnement, de la santé et de la sécurité

R.T. Stewart, président  
J.-C. Delorme  
J.F. Hankinson  
C.M. Hosek

#### Comité des ressources humaines et de la rémunération

J.E. Newall, président  
P. Crawford  
J. Gandz  
C.M. Hosek  
G.R. Ritchie

### CONSEIL DE LA SOCIÉTÉ

#### G. Wallace F. McCain

*Président du conseil*

#### Michael H. McCain

*Président et chef de la direction et chef de l'exploitation,  
Le Groupe des produits de la viande*

#### J. Scott McCain

*Président et chef de l'exploitation,  
Le Groupe agro-alimentaire*

#### Richard A. Lan

*Président et chef de l'exploitation,  
Le Groupe des produits de boulangerie*

#### Michael H. Vels

*Premier vice-président et chef des finances*

#### Thomas P. Muir

*Premier vice-président et chef du développement*

#### Douglas W. Dodds

*Président, Aliments Schneider  
et chef de la planification stratégique*

#### Wayne Johnson

*Premier vice-président et chef des Ressources humaines*

#### Rocco Cappuccitti

*Premier vice-président, Transactions et administration et  
secrétaire de la société*

#### Conseil exécutif

*(comprend les membres du conseil de la société et les  
dirigeants chargés de l'exploitation suivants)*

#### Ronald J. Arnason

*Président, Landmark Feeds Inc. et Elite Swine Inc.*

#### M. Edward Bilyea

*Vice-président directeur,  
Les Aliments Maple Leaf*

#### Michael E. Detlefsen

*Président, Les Aliments Maple Leaf International*

#### Brock J. Furlong

*Président, Produits de boulangerie congelés Pain Canada*

#### Kevin P. Golding

*Président, Rothsay*

#### Annalisa King

*Première vice-présidente, Coordination verticale*

#### Lynda J. Kuhn

*Vice-présidente, Relations publiques et relations avec les  
investisseurs*

#### C. Barry McLean

*Président, Produits de boulangerie frais Pain Canada*

#### Peter G. Maycock

*Directeur général, Maple Leaf Bakery, U.K.*

#### Bruce Y. Miyashita

*Vice-président, Six Sigma*

#### Randy A. Powell

*Président, Porc Maple Leaf*

#### Patrick A. Ressa

*Chef du service de l'information*

#### Peter C. Smith

*Vice-président, Ingénierie*

#### George A. Szewchuk

*Vice-président, Achats*

#### Jerry Vergeer

*Président, Shur-Gain*

#### Richard Young

*Président, Les Aliments de consommation Maple Leaf*

### AUTRES DIRIGEANTS DE LA SOCIÉTÉ

#### J. Nicholas Boland

*Vice-président, Finances*

#### Natalie M. Marche

*Vice-présidente et trésorière*

#### Judith A. Robinson

*Secrétaire adjointe*

## Renseignements au sujet de la société

### CAPITAL-ACTIONS

Le capital-actions autorisé de la société consiste en un nombre illimité d'actions ordinaires avec droit de vote et en un nombre illimité d'actions ordinaires sans droit de vote. Au 31 décembre 2004, il y avait 103 174 627 actions avec droit de vote et 22 000 000 d'actions sans droit de vote émises et en circulation, pour un total de 125 174 627 actions en circulation. La société comptait 1 234 actionnaires inscrits, dont 1 192 étaient inscrits au Canada et détenaient 99,3 % des actions avec droit de vote émises.

Le Conseil du Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario détient la totalité des actions sans droit de vote émises. Ces actions sans droit de vote peuvent être converties en tout temps en des actions avec droit de vote.

### PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

Les principaux actionnaires de la société sont McCain Capital Corporation, qui détient 33,2 % de l'ensemble des actions émises et en circulation, soit 41 518 153 actions, et le Conseil du Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario, qui détient 34,1 % de l'ensemble des actions émises et en circulation, soit 20 728 371 actions avec droit de vote et 22 000 000 d'actions sans droit de vote. Le reste des actions émises et en circulation est détenu par le grand public.

### SIÈGE SOCIAL

Les Aliments Maple Leaf Inc.  
30 St. Clair Avenue West  
Bureau 1500  
Toronto (Ontario) Canada M4V 3A2  
Tél. : (416) 926-2000  
Télééc. : (416) 926-2018  
Site Web : [www.mapleleaf.com](http://www.mapleleaf.com)

### ASSEMBLÉE ANNUELLE ET EXTRAORDINAIRE

L'assemblée annuelle et extraordinaire des actionnaires de la société Les Aliments Maple Leaf Inc. aura lieu le jeudi 28 avril 2005 à 11 h, au Glenn Gould Studio, Canadian Broadcasting Centre, 250 Front Street West, Toronto, Canada.

### DIVIDENDES

Les dividendes trimestriels sont déclarés et versés à la discrétion du conseil d'administration. Les dates prévues pour le versement des dividendes en 2005 sont le 31 mars, le 30 juin, le 30 septembre et le 30 décembre.

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DES ACTIONNAIRES

Les demandes de renseignements portant sur les dividendes et les certificats perdus, de même que les demandes de changement d'adresse et de transfert, doivent être adressées à l'agent des transferts de la société :

Services aux investisseurs Computershare Inc.  
Services de transfert de titres  
100 University Avenue, 9<sup>e</sup> étage  
Toronto (Ontario) M5J 2Y1  
Tél. : (514) 982-7555  
ou 1-800-564-6253 (sans frais en Amérique du Nord)  
ou [service@computershare.com](mailto:service@computershare.com)

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

Le grand public et les analystes financiers peuvent communiquer avec la vice-présidente, Relations publiques et relations avec les investisseurs, au (416) 926-2000 pour des renseignements sur la société.

On peut obtenir des exemplaires des rapports annuels et trimestriels, de la notice annuelle et d'autres documents d'information en s'adressant au premier vice-président, Transactions et administration et secrétaire de la société, au (416) 926-2000.

### AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT COMPTABLE DES REGISTRES

Services aux investisseurs Computershare Inc.  
100 University Avenue, 9<sup>e</sup> étage  
Toronto (Ontario) M5J 2Y1  
Tél. : (514) 982-7555  
ou 1-800-564-6253 (sans frais en Amérique du Nord)  
ou [service@computershare.com](mailto:service@computershare.com)

### VÉRIFICATEURS

KPMG s.r.l./s.e.n.c.r.l.  
Toronto (Ontario)

### MARCHÉ ET SYMBOLE BOURSIERS

Les actions ordinaires avec droit de vote de la société sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto et sont négociées sous le symbole boursier « MFI ».

### ANNUAL REPORT

If you wish to receive a copy of the Annual Report in English, please write to:  
The Corporate Secretary, Maple Leaf Foods Inc.,  
30 St. Clair Avenue West  
Toronto, Ontario M4V 3A2



**LES ALIMENTS MAPLE LEAF INC.**

30 St. Clair Avenue West, Suite 1500  
Toronto, Ontario, Canada M4V 3A2

[www.mapleleaf.com](http://www.mapleleaf.com)

